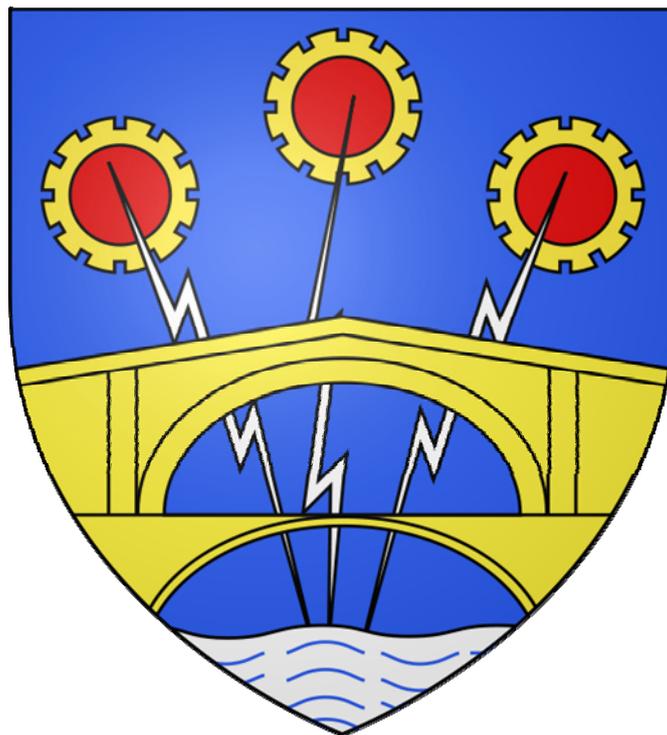


Les habitants face aux risques majeurs à Pont de Claix

2^{ème} enquête



Rapport de stage

Remerciement

Je tiens dans un premier temps à remercier M. Henri DE CHOUDENS et M. François GIANNOCCARO respectivement Président et Directeur de l'IRMa pour avoir m'avoir permis de réaliser mon stage au sein de leur association.

Je tenais également à remercier mon maître de stage M. Sébastien GOMINET pour sa confiance, son aide et sa disponibilité tout au long de ce stage. Je remercie aussi tous les membres de l'IRMa, qui ont su répondre à mes questions durant cette période au sein de l'association.

J'adresse aussi ces remerciements Mme. Chantal BEDECARRAX mon enseignante tutrice pour son aide et ses conseils statiques précieux pour la réalisation de mon stage.

Je remercie enfin la mairie de Pont de Claix d'avoir permis la réalisation de cette enquête dans leur commune.

INDEX

Remerciement	2
Introduction	4
I Présentation de la population et du DICRIM	5
1. Démographie : sexe, âge et PCS	6
2. Situation professionnelle : diplôme et lieu de travail	6
3. Situation sociale	8
.....	9
4. Le DICRIM	10
II Connaissances et préoccupations face aux risques : constatations et évolutions	13
Les connotations du mot « risques »	14
2. Les risques et la commune	16
Pensez-vous habiter une zone à risques ? (Graphique 8)	16
Selon vous la commune est elle soumise à des risques naturels ? technologiques ?	21
.....	22
A quels risques la commune est elle soumise selon les habitants?	23
3. Préoccupations de la population	28
Les risques naturels/technologiques à Pont de Claix vous préoccupent-ils ?	28
Quels sont les trois risques qui vous préoccupent le plus ? (Graphique 23).....	32
IV Évolution des moyens d'information sur les risques	35
1. Fréquence de l'information sur les risques.....	36
2. Les moyens d'information.....	39
Par quels moyens entendez-vous parler des risques ?	40
3. Les avis sur les documents qui traitent des risques	43
4. Les informateurs.....	49
V Gestion du risque et consignes de sécurité	51
1. Gestion du risque.....	52
Le bilan provisoire fait état de 13 victimes fictives (4 graves, 4 légers, 5 choquées psychologiquement) ..	53
2. Le système d'appel en masse	54
3. Connaissance des consignes de sécurité	56
Conclusion	62

Introduction

Depuis 1988, l'IRMa (Institut des Risques Majeurs) a pour objectif d'informer la population du département de l'Isère et de la région Rhône-Alpes sur les risques naturels et technologiques (inondations, avalanches, éboulements, risques chimiques...). Depuis 2007, l'Institut étudie l'impact des documents d'information sur les risques diffusés par les maires auprès de leurs administrés en réalisant des enquêtes avant et après la diffusion de ces documents.

La première enquête de ce genre a été réalisée à Allevard en 2007. Une série de deux enquêtes a été effectuée. Dans un premier temps il était question de mesurer les connaissances des habitants de la commune sur les risques majeurs. Par la suite, un DICRIM (Document d'Information Communal des Risques majeurs) a été publié pour informer la population sur ces risques. Enfin, la seconde enquête réalisée peu de temps après la diffusion du document avait pour but de révéler les effets de ce DICRIM sur les connaissances de la population.

C'est aujourd'hui du côté de Pont de Claix, située au Sud de l'agglomération grenobloise, que se tourne l'étude. La première enquête ayant été réalisée l'année dernière (mars-avril 2009) et le DICRIM distribué cette année (mars 2010), il faut maintenant réaliser la seconde enquête. Le même questionnaire que lors de la précédente étude a donc été utilisé et complété par trois questions sur le DICRIM afin de pouvoir étudier les effets du document sur les connaissances de la population.

I Présentation de la population et du DICRIM

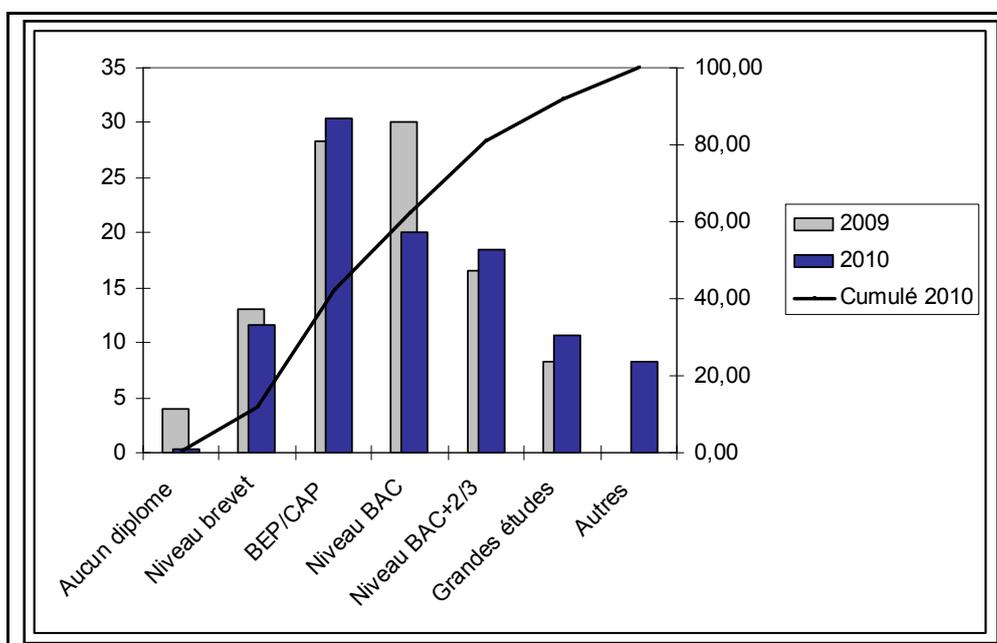
Étudions tout d'abord les variables de signalétique qui nous permettrons de caractériser la population mais aussi, grâce au sexe, à l'âge et à la PCS de pouvoir redresser l'échantillon. Les questions relatives au DICRIM seront aussi abordées succinctement pour être ensuite étudiées plus en détails dans les autres parties.

1. Démographie : sexe, âge et PCS

Les trois principales caractéristiques de la population, à savoir le sexe, l'âge et la PCS (Profession et Catégorie Socioprofessionnelle) ont été l'objet d'un traitement de pondération après réception des questionnaires remplis. Les proportions de ces trois variables sont donc les mêmes que les données de l'INSEE concernant la répartition de la population de la ville de Pont de Claix.

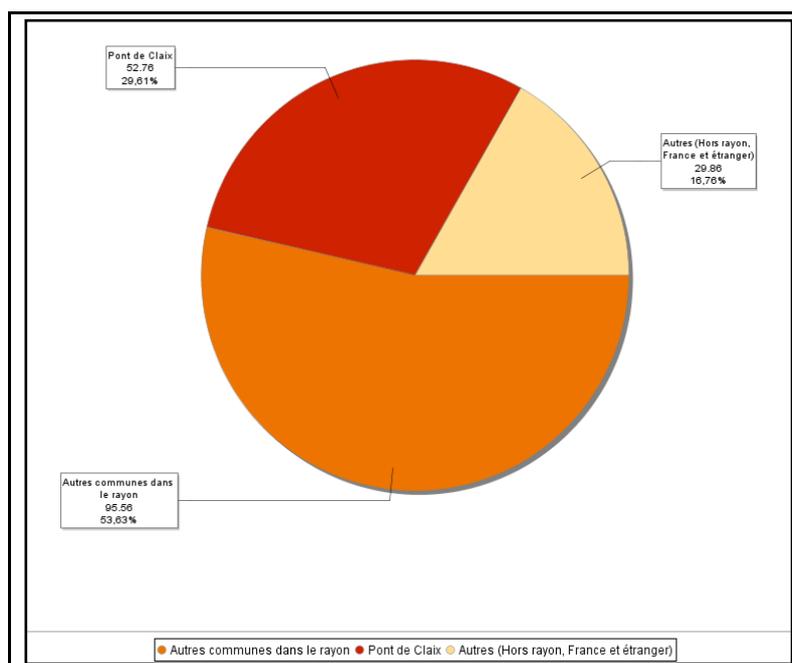
2. Situation professionnelle : diplôme et lieu de travail

Graphique 1 : Distribution de la population par niveau d'étude



Par rapport à l'enquête de 2009 on observe une forte baisse du nombre non-diplômé et des personnes de niveau bac dans la commune de Pont de Claix. En revanche, les personnes diplômées de bac +2/3 et plus sont en progression. Les titulaires de BEP et CAP passent les 30% de la population et deviennent la classe modale. Les détenteurs du minimum bac sont 37.6%, ce qui reste proche des données de l'INSEE (36%).

Graphique 2 : Répartition de la population selon leur lieu de travail



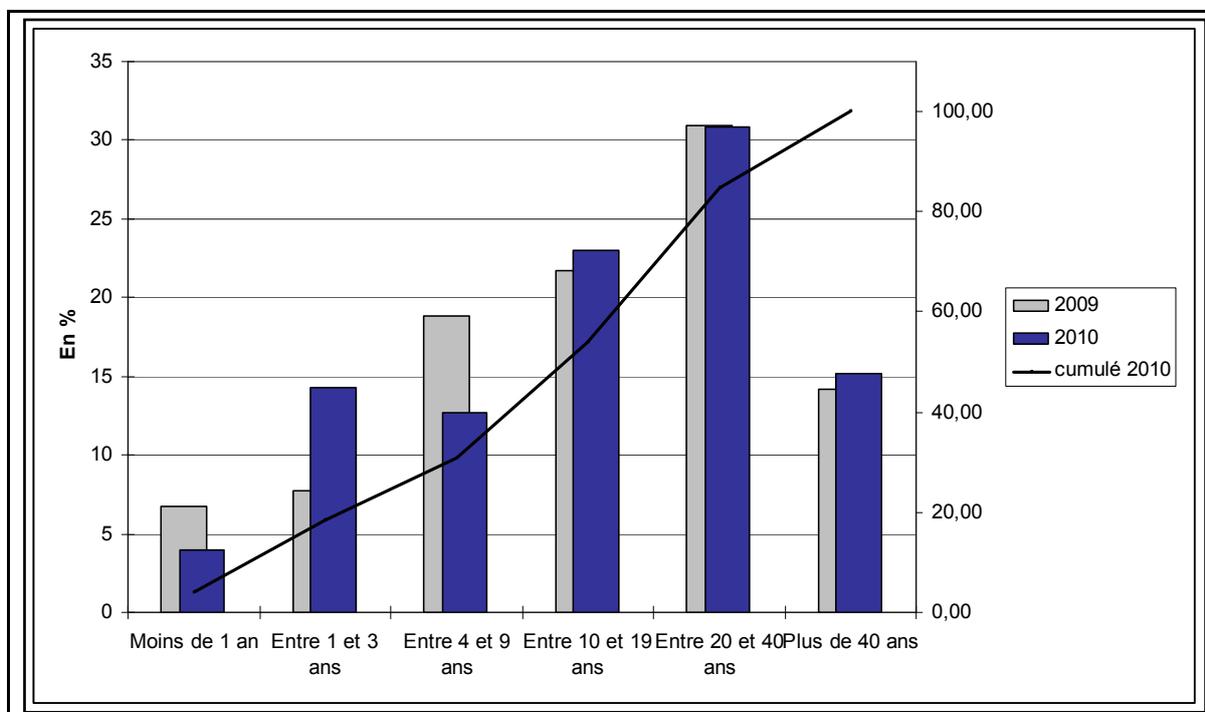
Le choix de ces classes c'est fait suivant un critère fort de l'enquête : l'exposition aux risques. Sur le site internet « lesbonsreflexes.com »¹ sont disponibles plusieurs informations concernant les risques et comment s'y préparer. Deux cartes² associées à une liste des communes concernées décrivent le périmètre d'information engendré par les usines de Pont de Claix. Deux sites ont donc été retenus ; d'une part « Isochem » qui implique un rayon de 4,5km et d'autre part « [Rhodia Opérations](#) » qui implique un rayon de 6,5 km. Trois classes ont donc été réalisées : les personnes travaillant à Pont de Claix même et donc incluses dans le périmètre, les autres communes concernées par les risques des usines et enfin les autres communes iséroises, autres France et étranger qui eux ne sont pas concernés.

D'après ces résultats, environ 29% des sondés travaillent à Pont de Claix même et 53.6% dans le périmètre défini par la DRIRE³. C'est donc plus de 82% de la population de Pont de Claix qui travaille dans un périmètre à risque. Ce sont donc des chiffres en légère hausse que l'on retrouve par rapport à l'an dernier puisque environ 27% travaillaient dans la commune, 48% dans le rayon et donc 75.7% au total dans la zone à risque.

¹ <http://www.lesbonsreflexes.com/bassins/commune/le-pont-de-claix.html>
² Voir annexe page ?
³ Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

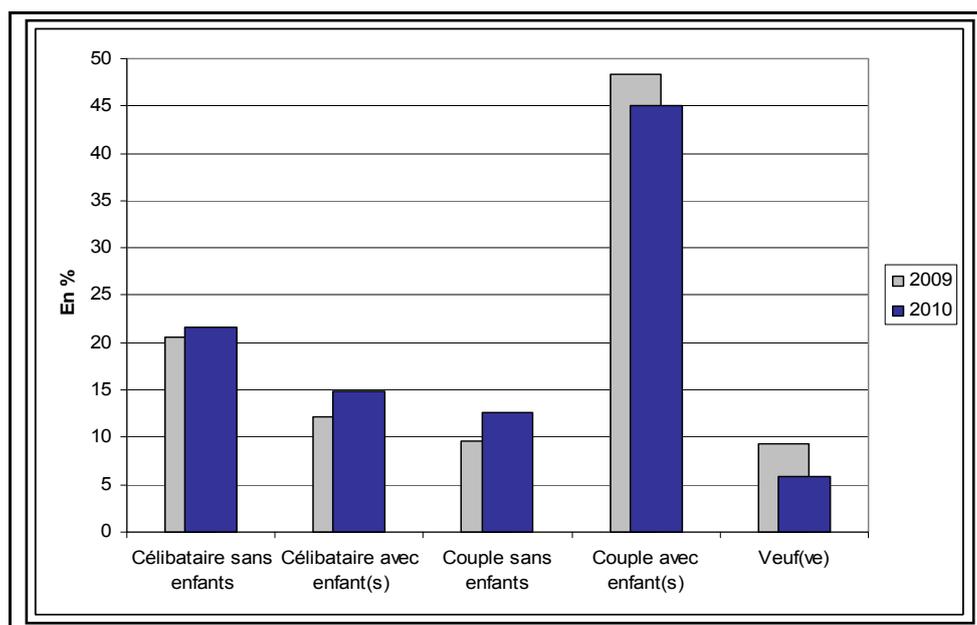
3. Situation sociale

Graphique 3 : Ancienneté dans la commune



La durée moyenne d'ancienneté a augmenté depuis 2009. Elle est passée de 20 ans et demi sur la première enquête à un peu plus de 21 ans cette année. Le pourcentage de personnes installées récemment a diminué, de même pour les habitants depuis 4 à 9 ans. Les autres classes sont en augmentation sauf la classe 20-40 ans qui reste stable.

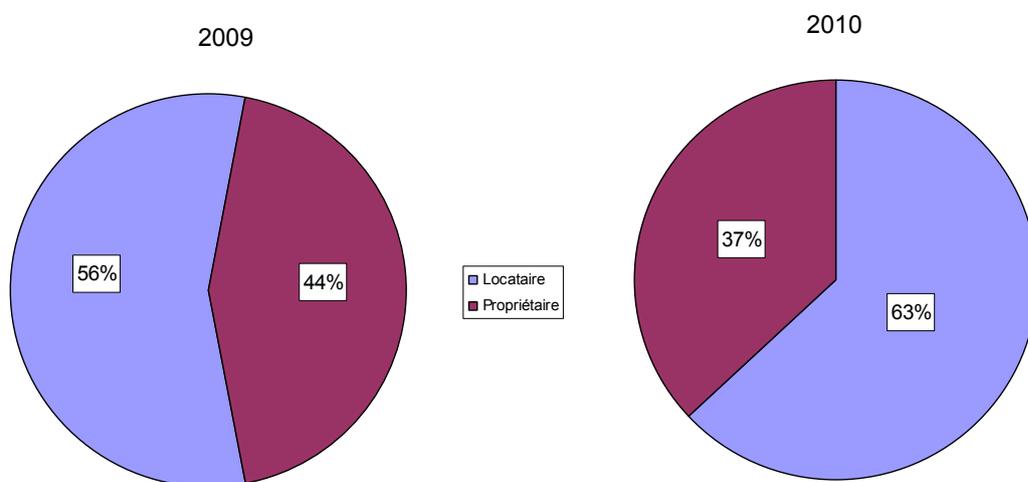
Graphique 4 : Distribution de la population suivant la situation familiale



Tout comme l'an dernier ce sont les couples avec enfants qui sont le plus représentés dans la commune : 45%. Les proportions restent les mêmes d'une année sur l'autre pour toutes les classes sauf les veuf(ve)s qui baissent de 63% et sont un peu plus de 7%. Les célibataires représentent plus d'un tiers de la population alors les couples 58%.

Nous pouvons constater qu'il y a une majorité de personnes ayant des enfants : 60% (sans compter les veuf(ve)s). La question sur les risques d'aller chercher son enfant à l'école pourrait donc être intéressante à traiter : les parents sont ils vraiment au courant des risques encourus ?

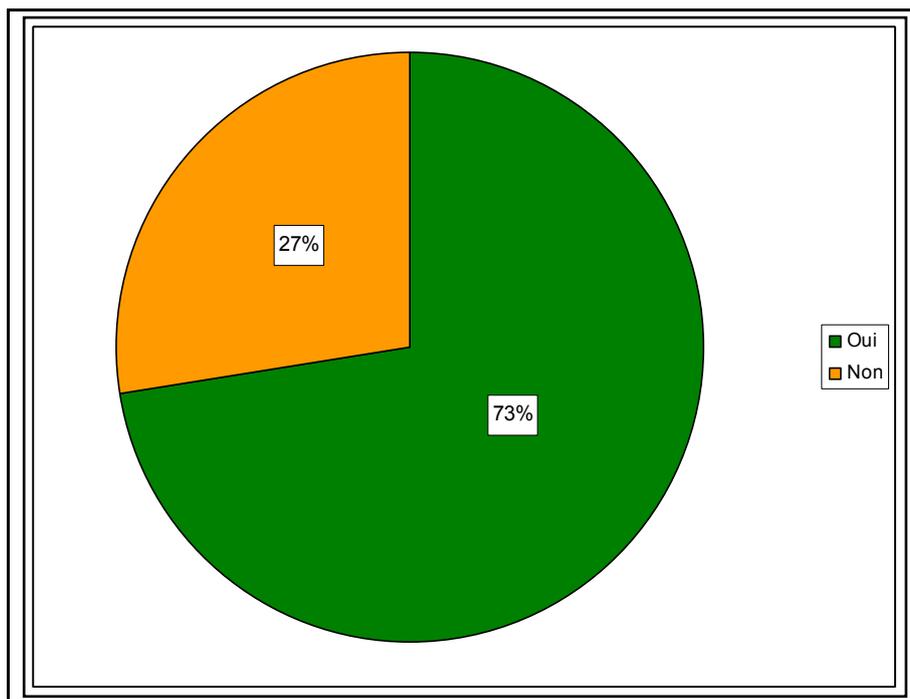
On observe par ailleurs une augmentation de la part des locataires de 12.5% environ entre 2009 et 2010.



4. Le DICRIM

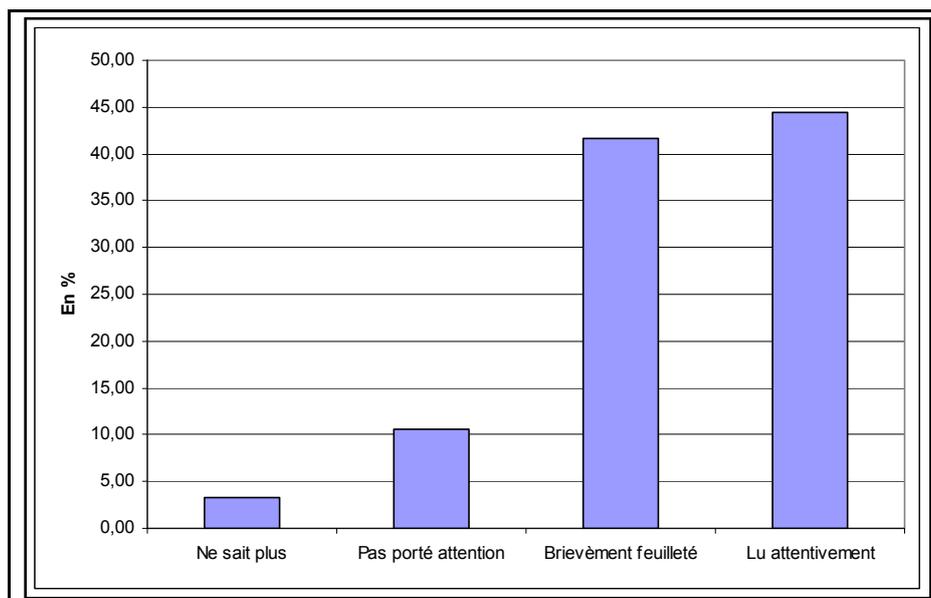
Le DICRIM est un document d'information sur les risques majeurs distribué par le maire aux habitants de la commune. Il fait part de tous les risques présents et de la manière dont il faut réagir en cas de crise.

Graphique 4 : Personnes ayant reçu le DICRIM



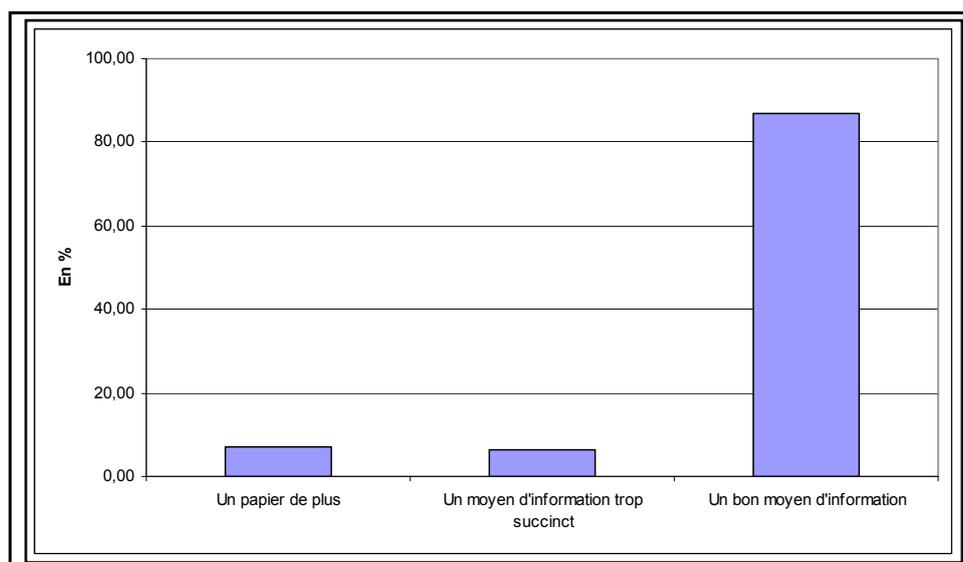
Près de $\frac{3}{4}$ de la population a reçu le document d'information, ce qui est un bon chiffre. Dans une enquête similaire réalisée à Allevard en 2007, seul 58,6% de la population l'avait reçu. Même si les chiffres sont encourageants et nous laissent penser qu'il a sûrement eu un impact sur la population, l'important reste que ces personnes aient porté une bonne attention au document.

Graphique 5 : Comment avez-vous abordé le DICRIM ?



Le DICRIM ayant été distribué dans les boîtes aux lettres il y avait des chances pour qu'il soit traité comme beaucoup de tracts ou publicités. Mais il a été relativement bien abordé. 46% des habitants l'ont lu attentivement et 44% l'ont brièvement feuilleté. Des résultats plus positifs qu'à Alleverd où les personnes l'ayant feuilleté brièvement étaient les plus nombreuses. 10,6% de la population n'y a cependant pas porté attention.

Graphique 6 : Avis sur le DICRIM



Le DICRIM est très bien perçu par les pontois (graphique 6). Plus des $\frac{3}{4}$ disent qu'il est un bon moyen d'information.

Ces chiffres concernant le DICRIM sont positifs, tant en termes de diffusion qu'en termes de perception du document. Dans l'ordre des choses, la population pontoise devrait donc connaître les risques qui l'entoure ainsi que les consignes et reflexes à avoir en cas de crise.

II Connaissances et préoccupations face aux risques : constatations et évolutions

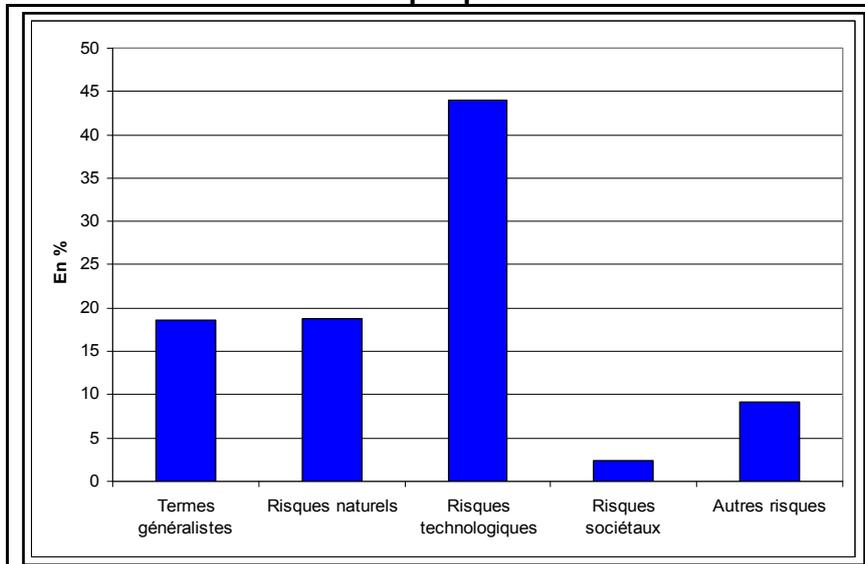
De par la présence d'une plateforme chimique, mais aussi parce qu'elle est en danger face à d'éventuelles inondations, ruptures de barrage ou séismes la commune se situe dans un secteur à risques. Mais les habitants de Pont de Claix ont-ils réellement conscience des ces risques qui les entourent ? C'est ce point que nous allons étudier ici grâce à plusieurs questions posées aux pontois tel que par exemple la connotation du mot « risque », s'ils pensent habiter une zone à risque, les risques qu'ils pensent encourir ou encore leurs préoccupations sur le sujet des risques majeurs.

Les connotations du mot « risques »

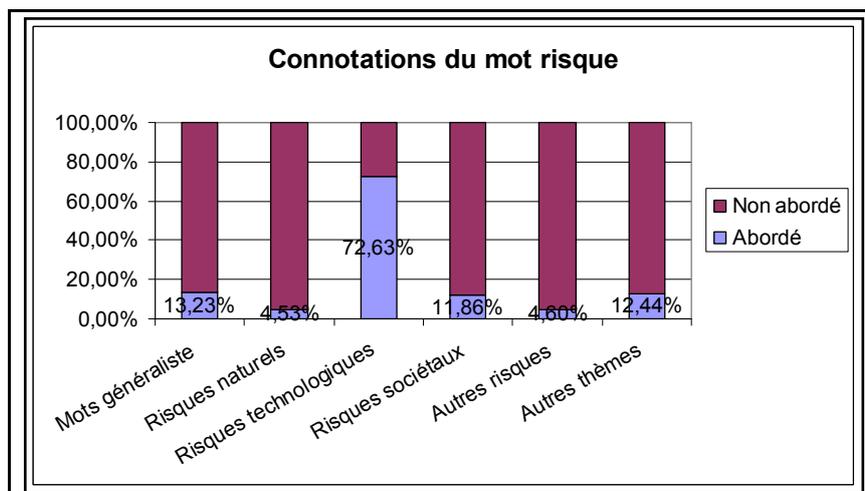
La question du questionnaire était : Quels sont les mots qui vous viennent à l'esprit lorsque je vous dis « risque » ? La variété des réponses étant importante, les résultats ont été regroupés dans différentes classes que voici ci-dessous :

- Termes généralistes : accident, danger catastrophe, important, information, secours...
- Risques naturels : inondation, éboulement...
- Technologique : usine, plateforme, risque chimique, rodhia, poulenc ...
- Sociétale : voiture, délinquance...
- Autres risques : feu, fumée, électricité, mort, peur ...

Graphique 7



Données de 2010



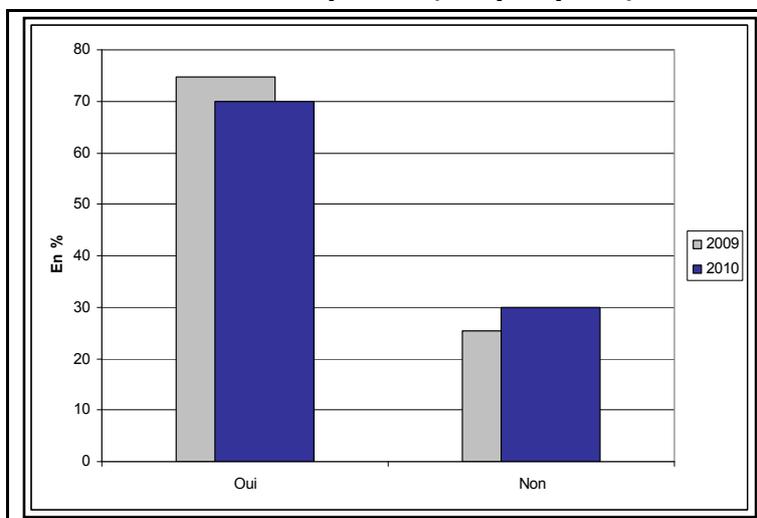
Extrait du rapport de 2009

Outre l'augmentation du nombre de mots de la classe « termes généralistes », qui est un regroupement assez subjectif, on observe une baisse du nombre de mots liés aux risques

technologiques et une hausse de ceux liés aux risques naturels. Nous verrons par la suite que cette tendance concernant la prise de conscience du risque naturel se confirme avec les autres questions.

2. Les risques et la commune

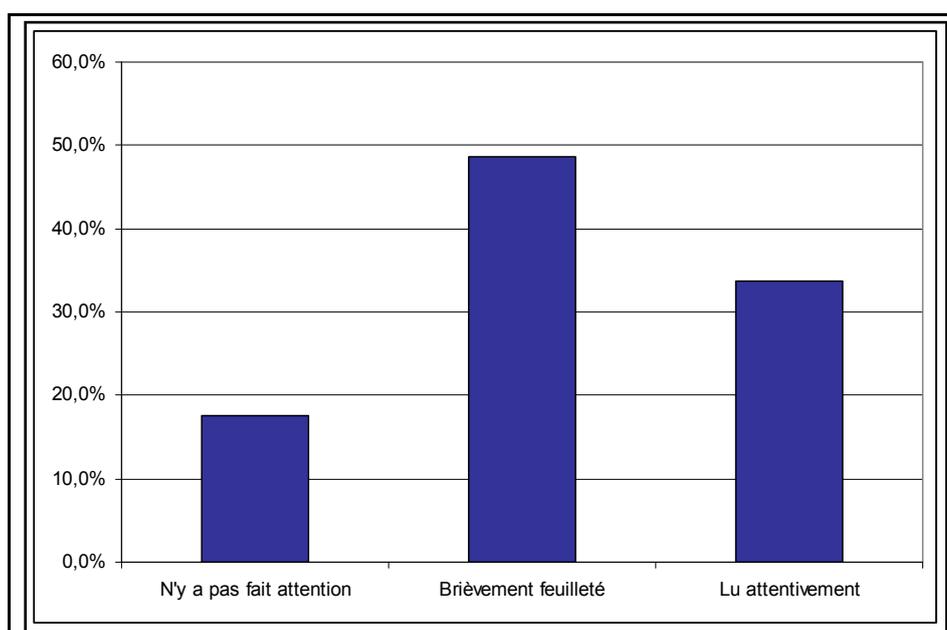
Pensez-vous habiter une zone à risques ? (Graphique 8)



70% de la population pense habiter une zone à risque. Ce taux qui reste très fort est en légère baisse par rapport à 2009 puisqu'il était de près de 75%. Nous avons donc essayé de comprendre cette baisse.

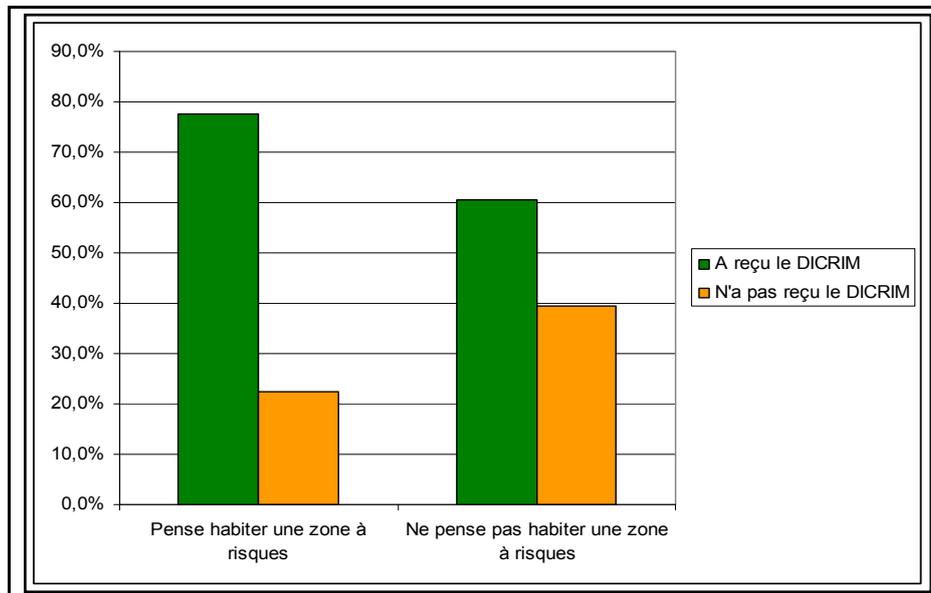
Nous avons ici ciblé les personnes n'ayant pas le sentiment d'habiter une zone à risques. La première hypothèse serait de penser que ces personnes n'ont pas reçu le DICRIM ou d'information récente. Or, ce n'est qu'une minorité qui est dans ce cas. Il faut en fait se tourner vers la manière d'aborder le DICRIM.

Graphique 9 : Attention portée au DICRIM pour les personnes ne pensant pas habiter une zone a risques



En effet, la sous population des personnes ne pensant pas habiter une zone à risques (graphique 9) est composée à près de 49% de personnes ayant brièvement feuilleté le DICRIM. Seul 34% l'ont lu attentivement.

Graphique 10 : Personnes ayant reçu le DICRIM en fonction du sentiment d'habiter une zone à risques

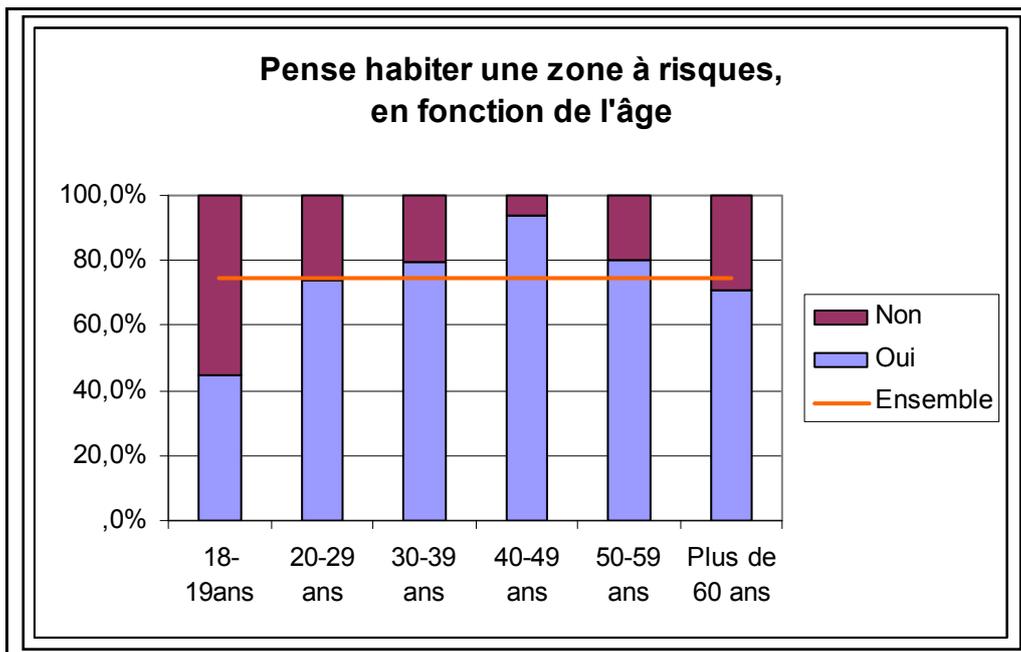


$PROBA (KHI2 > 7.25) = 0.007$

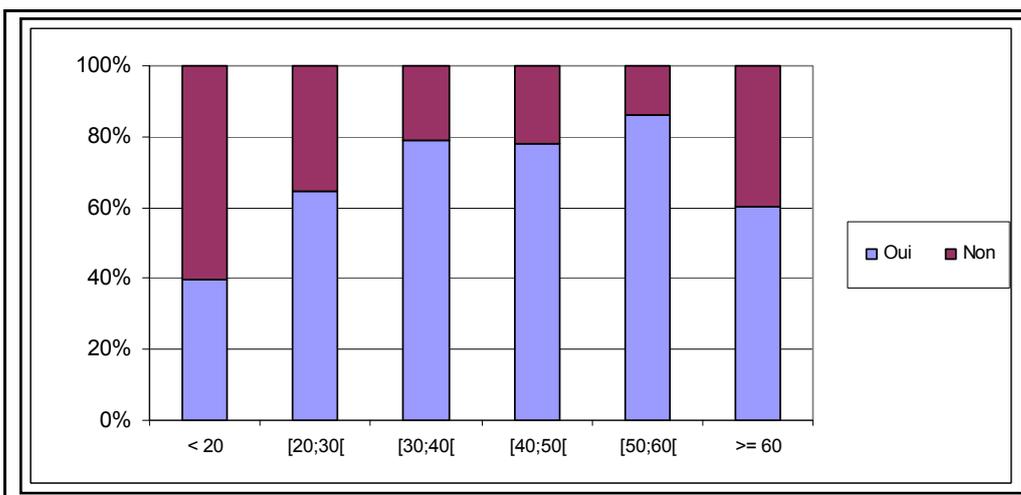
La baisse du nombre de personnes ayant l'impression d'habiter une zone à risque (graphique 10) peut être liée au fait d'avoir reçu le document. Ce document qui « *n'a en aucun cas pour objet de susciter d'inquiétudes plus particulières* » (Maire de Pont de Claix, éditorial du DICRIM), pourrait avoir rassuré la population et entraîné une baisse de ces chiffres.

Nous allons maintenant essayer de mieux compartimenter la population pour savoir quelles sont les personnes qui pensent habiter dans une zone à risques.

Graphique 11



Extrait du rapport de 2009



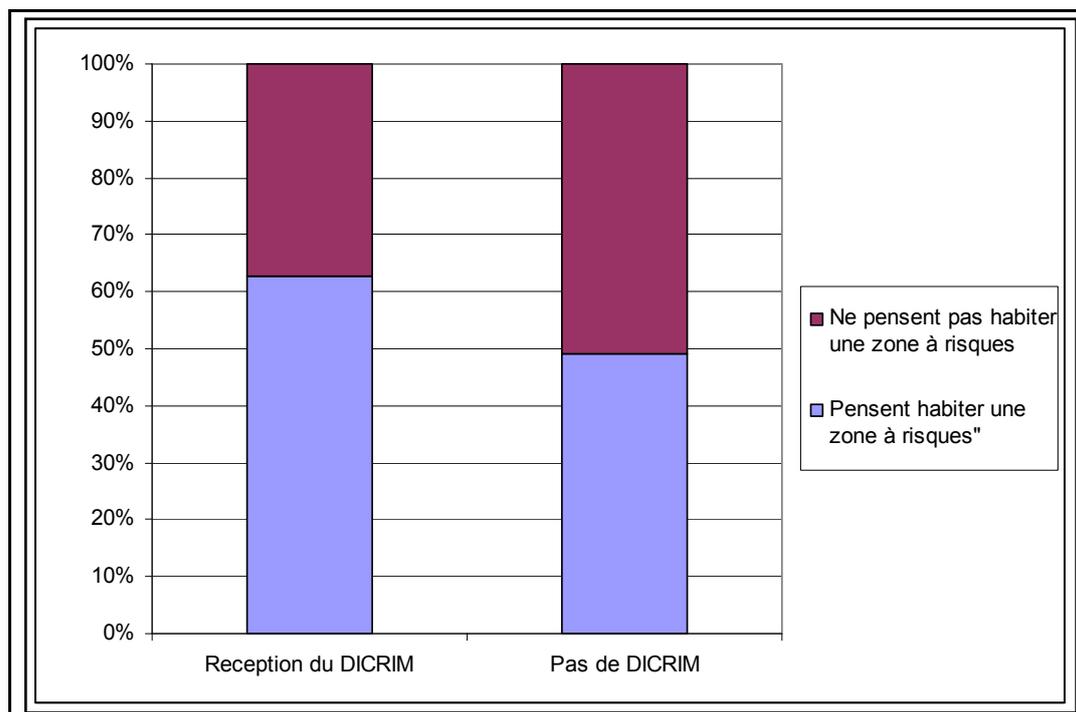
2010

$PROBA (KHI2 > 20.55) = 0.001$

Le sentiment d'habiter une zone à risques est bien lié à l'âge de la population. Les moins conscients de vivre entourés de risques en 2010 comme en 2009 sont les plus jeunes. Plus de 60% des moins de 20 ans pensent ne pas habiter dans une zone à risques. A l'inverse, plus de 80% des 50-60 ans affirment habiter dans une zone à risques.

Si le fait que les plus jeunes ne pensent pas habiter une zone à risques ne choque pas forcément, ce n'est pas le cas des plus de 60 ans. Nous avons donc voulu cibler cette population pour comprendre ce chiffre.

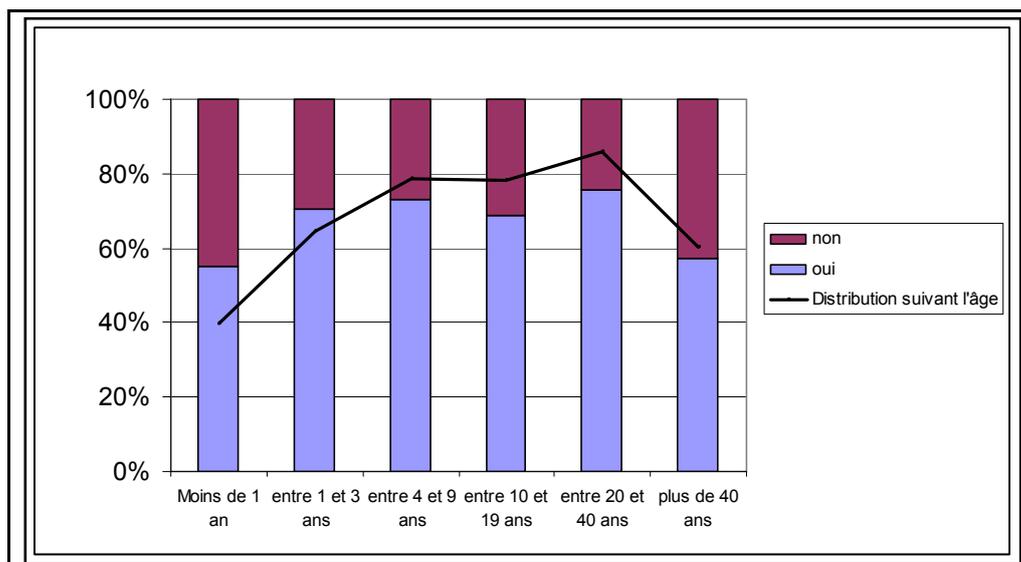
Graphique 12 : Avis des plus de 60ans sur le sentiment d’habiter une zone à risques en fonction du fait d’avoir reçu le DICRIM.



Ici, (graphique 12) le fait d’avoir reçu le DICRIM ou non peut changer le sentiment d’habiter une zone à risques. Face à ce graphique, on peut affirmer que beaucoup des personnes de plus de 60 ans ne pensent pas habiter une zone à risques quand ils n’ont pas reçu le DICRIM. En effet, lorsqu’ils ont reçu le DICRIM, c’est près de 63% de la sous population qui pense habiter une zone à risques. A l’inverse, lorsque le DICRIM n’a pas été reçu, c’est 51% qui ne pensent pas habiter une zone à risques.

Plus ont est âgé, plus on a de chance d’habiter la commune depuis un certain nombre d’années et plus on est confronté de longue date au risque. On peut donc se demander si le nombre d’années passées dans la commune n’influence pas cette opinion. Même si les classes ne sont pas identiques, on remarque en effet, si on superpose la courbe des personnes pensant habiter une zone à risques du tableau précédent (suivant l’âge) à la représentation suivante (ancienneté), que la forme de la distribution est semblable (graphique 13).

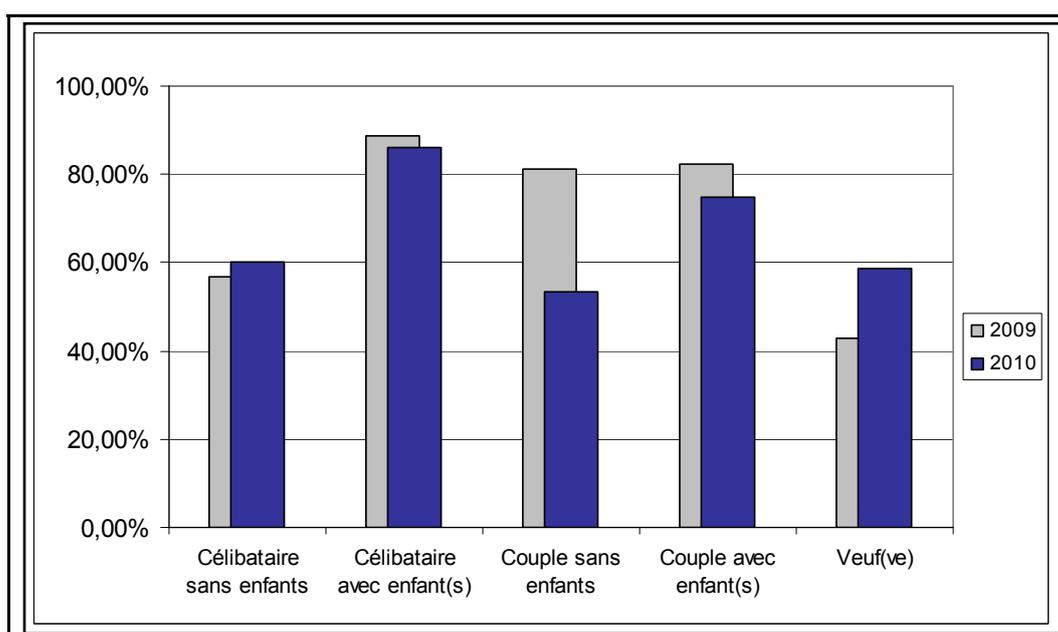
Graphique 13 : Pensent habiter une zone à risques en fonction de l'ancienneté



La situation familiale est aussi déterminante, plus précisément la présence ou non d'enfants (graphique 14). En effet, respectivement 86% et 74,7% des célibataires avec enfants et des couples avec enfants ont le sentiment d'habiter une zone à risques. Même si le taux de réponses positives reste supérieur à 50% dans les autres catégories, célibataires et couples sans enfants et veufs(ves), il est nettement plus faible puisque en dessous de la moyenne de 70%.

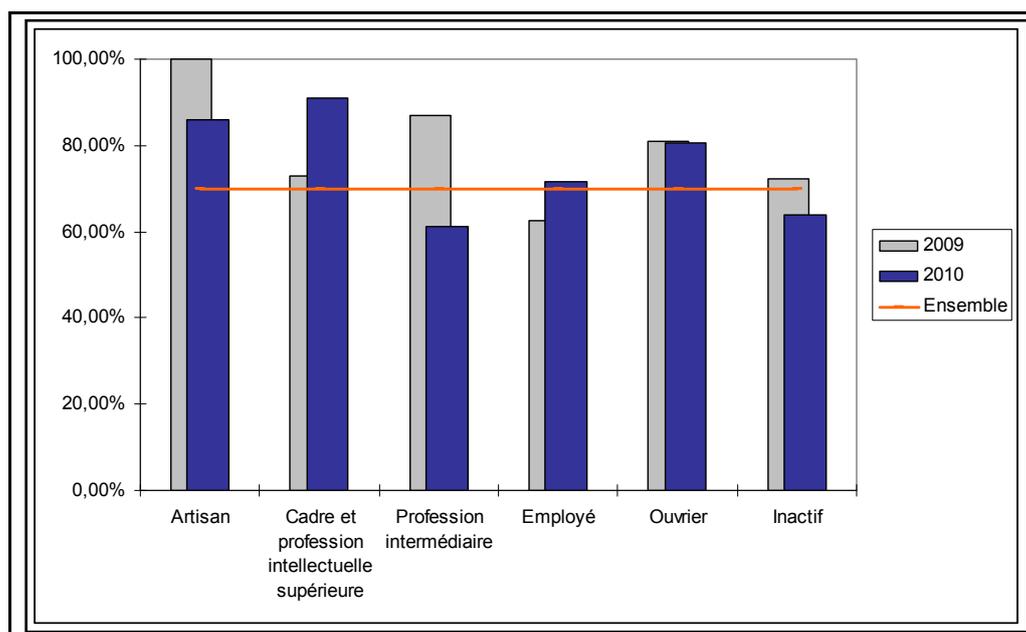
Par ailleurs, on observe une forte baisse pour la catégorie « couple sans enfants ».

Graphique 14 : Sentiment d'habiter une zone à risques en fonction de la situation familiale



PROBA (KHI2 > 14.06) = 0.007

Graphique 15 : Sentiment d'habiter une zone à risque en fonction de la PCS



PROBA (KHI2 > 9.28) = 0.098

La répartition par PCS (graphique 15) montre que les personnes qui pensent être dans une zone à risques sont les moins nombreuses dans la catégorie profession intermédiaire et inactifs. Même si de fortes différences existent entre les PCS aucune explication n'est vraiment possible.

En caricaturant, ce sont donc les jeunes et les personnes sans enfants qui ont le moins l'impression de vivre dans une zone à risques.

Selon vous la commune est elle soumise à des risques naturels ? technologiques ?

Nous savons maintenant que presque ¾ des habitants de la commune a l'impression de vivre dans une zone à risques. Mais à quels risques pensent-ils être soumis ?

Tableau 1 : Avis sur le niveau de soumission de la commune aux risques

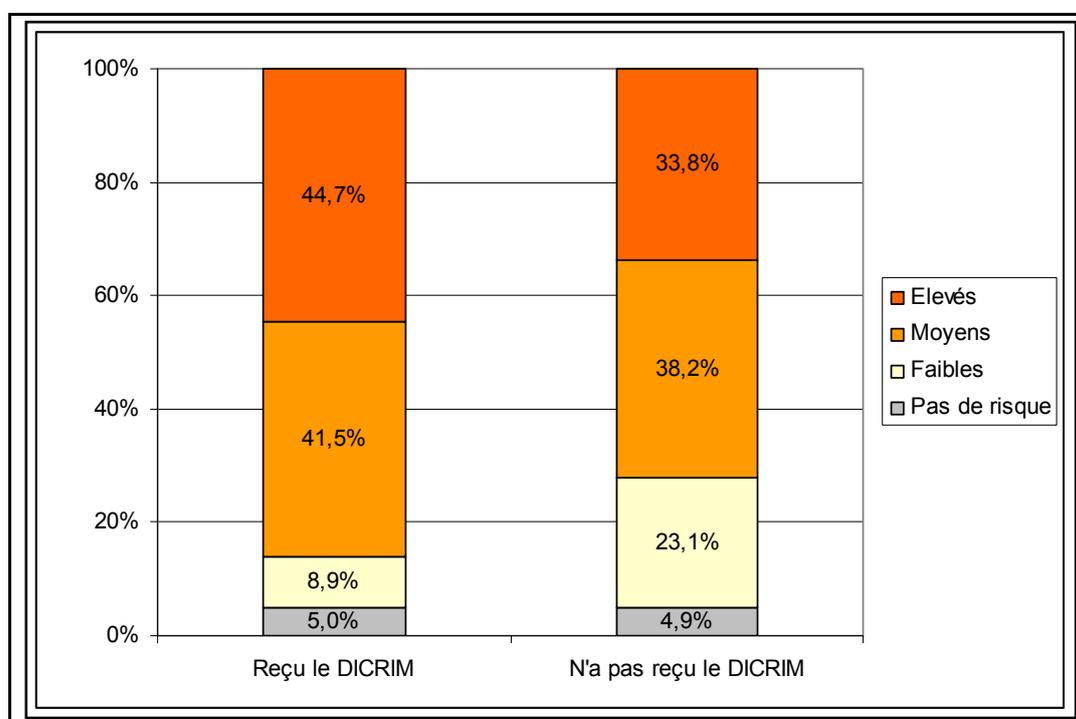
	Risques naturels		Risques technologiques	
	2009	2010	2009	2010
Ne se prononce pas	10,4%	5,24%	3,1%	1,83%
Pas de risque	13,5%	6,08%	2,3%	4,80%
Faibles	26,7%	24,96%	5,5%	12,71%
Moyens	34,1%	44,66%	35,8%	39,73%
Élevés	15,3%	19,07%	53,3%	40,93%

En cumulant les réponses « faible » « moyen » et élevé », c'est presque 89% des personnes ayant répondu au questionnaire qui pensent que Pont de Claix est soumis à des risques naturels et plus de 93% à des risques technologiques. Seulement 6% pensent que la commune n'est soumise à aucun risque naturel et presque 5% à aucun risque technologique.

Si l'on rentre plus dans les détails, on s'aperçoit que l'opinion publique se tourne plus vers le risque technologique puisque 41% des Pontois pensent que la commune est soumise à des risques technologiques élevés contre tout juste 19% pour les risques naturels. Dans le même sens, 12,71% pensent que la ville est soumise à un risque technologique faible contre près de 25% du côté des risques naturels.

Ceci étant dit, les tendances depuis la distribution du DICRIM se sont plus ou moins inversées. En effet, moins de personnes pensent que la commune est soumise à des risques technologiques même faibles (94,6% dont 53,27% « élevés »), alors que les risques naturels paraissent plus présents cette année (76% l'an passé). Nous allons donc essayer de savoir quel impact a pu avoir le DICRIM.

Graphique 16 : Avis sur le niveau de soumission de la commune aux risques technologiques en fonction du fait d'avoir reçu le DICRIM



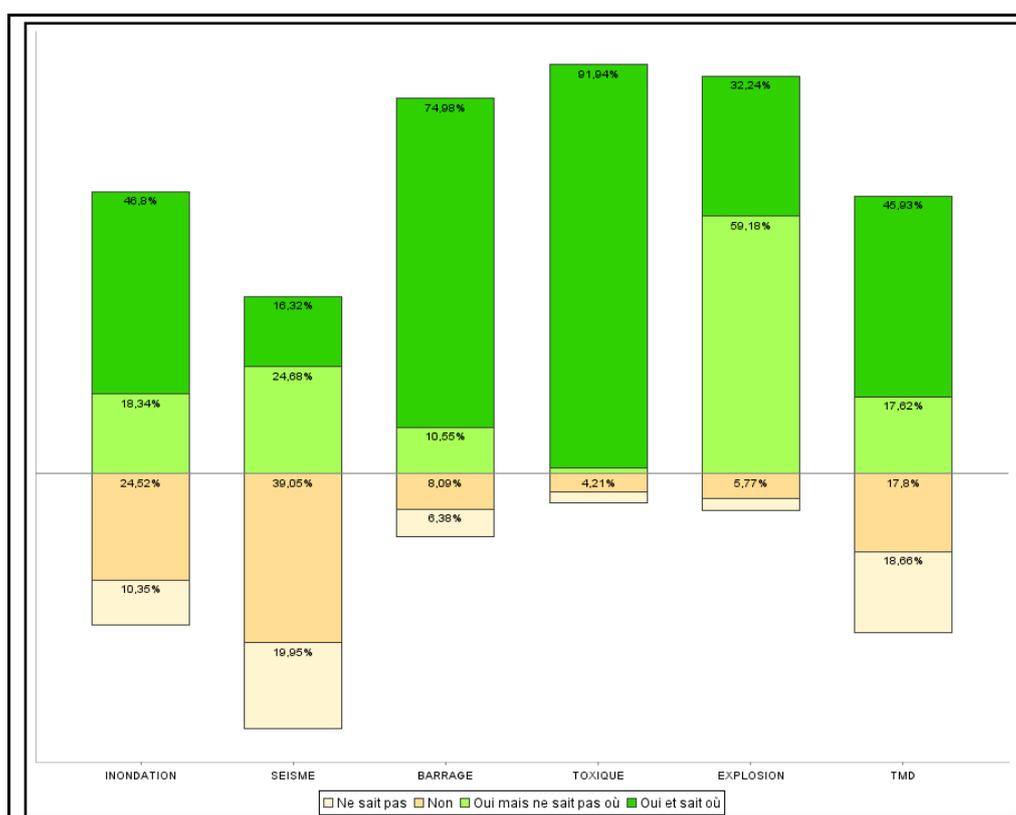
PROBA ($KH12 > 9.86$) = 0.020

Nous voyons ici (graphique 16) clairement que les personnes ayant reçu le DICRIM sont plus sensibles au fait que la commune soit soumise à des risques technologiques. Le taux de personnes qui pensent que la commune est soumise à un risque technologique élevé est de 25% inférieur pour les habitants n'ayant pas reçu le document, et de 8% inférieur en ce qui concerne un niveau de soumission moyen. Dans la même logique, le nombre de personnes pensant que la commune est soumise à un risque technologique faible est 2,6 fois plus important lorsque les personnes n'ont pas reçu le DICRIM. Ce croisement n'a été possible qu'avec le risque technologique puisqu'aucune significativité n'a été avérée pour la soumission au risque naturel. L'augmentation des personnes qui pensent que la commune est soumise à des risques naturels se sont sans doute informés par un autre moyen.

A quels risques la commune est elle soumise selon les habitants?

Rentrons maintenant plus en détails en termes de définition du risque. Le risque naturel comme technologique peut être subdivisé. En effet, il existe plusieurs risques naturels dans la commune : inondation, séisme et technologiques : rupture de barrage, risque industriel (toxique ou explosion) et le transport de matières dangereuses. Le but de cette question est de connaître l'avis des sondés sur l'exposition de la commune à ces différents risques et s'ils pensent en avoir connaissance.

Graphique 17 : Connaissances sur les risques à Pont de Claix



Nous observons ici que le risque technologique est toujours présent. Ce sont les risques industriels qui sont les plus connus des habitants. En tête le risque toxique avec près de 92% de la population qui pense que la commune encourt ce risque et dit savoir où il se trouve. Vient ensuite le risque d'explosion : plus de 91% pensent que ce risque est présent à Pont de Claix. Enfin vient le risque de rupture de barrage qui pour plus de 85% des habitants est présent dans la commune. Les risques concernant le transport de matières dangereuses est mis en avant par presque 64% de la population.

Les risques naturels font leur apparition en quatrième position avec le risque d'inondation avec 64% de la population pensant qu'il est présent dans la commune.

Les habitants paraissent à première vue connaître les risques qui les entourent mis à part le risque de sismicité. Pont de Claix étant dans une vallée, de par la nature des sols et la présence de montagnes, les ondes sont amplifiées. Un séisme qui pourrait être à la base de magnitude 5 pourrait aller jusqu'à une magnitude 7 à Pont de Claix même si la commune n'est classée qu'en zone 1b : sismicité faible.

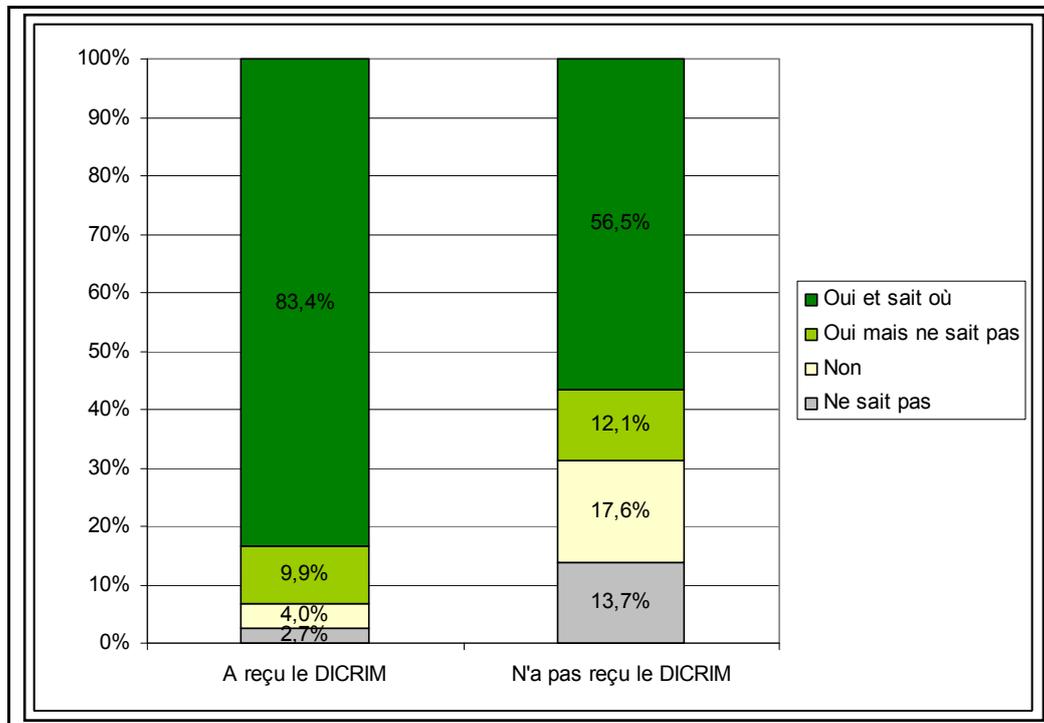
Tableau 2 : Tableau récapitulatif

Risques naturels	Inondation		Séisme		Rupture de barrage	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Ne sait pas	7,5%	10,35%	10,9%	19,95%	7,6%	6,38%
Non	52%	24,52%	46,2%	39,05%	17,6%	8,09%
Oui mais ne sait pas où	19,1%	18,34%	29,6%	24,68%	31,1%	10,55%
Oui et sait où	21,4%	46,80%	13,3%	16,32%	43,7%	74,98%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Risques technologiques	Risque industriel (toxique)		Risque industriel (explosion)		Transport de matières dangereuses	
	2009	2010	2009	2010	2009	2010
Ne sait pas	4%	2,50%	4,6%	2,81%	7,2%	18,66%
Non	5,1%	4,21%	9,8%	5,77%	18,7%	17,80%
Oui mais ne sait pas où	34,4%	1,34%	36,2%	59,18%	34,7%	17,62%
Oui et sait où	56,5%	91,94%	49%	32,24%	39,4%	45,93%
Ensemble	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Plusieurs résultats sont à approfondir en ce qui concerne l'évolution depuis 2009 (Tableau 2). L'augmentation du nombre de personnes pouvant localiser le risque de rupture de barrage et le risque toxique et la baisse du nombre d'habitants sachant situer le risque d'explosion. Seul le risque d'explosion et de rupture de barrage trouvent une explication dans le DICRIM.

Le nombre d'habitants sachant situer le risque de rupture de barrage a progressé de plus de 71% alors que le nombre de personnes ne sachant pas le situer et ne pensant pas qu'il soit présent sur la commune ont respectivement été divisés par 3 et 2,2.

Graphique 18 : Connaissances sur le risque de rupture de barrage en fonction du fait d'avoir reçu le DICRIM

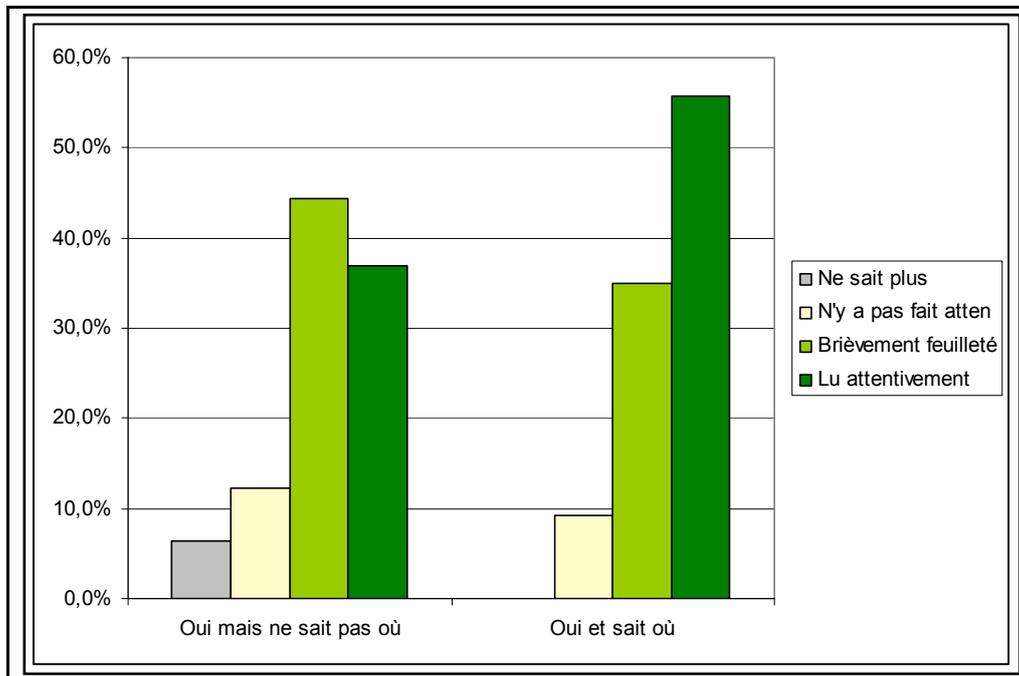


PROBA (KHI2 > 12.84) = 0.005

Les personnes ayant reçu le document sont beaucoup plus nombreuses à savoir situer le risque de barrage puisqu'ils sont 48% de plus. Le nombre de personnes ne sachant pas que le risque est présent sur la commune est multiplié par quatre pour les habitants n'ayant pas reçu le DICRIM.

Nous observons une forte baisse des personnes sachant situer le risque d'explosion par rapport à 2009 (tableau 2). Ce résultat est d'autant plus surprenant que le risque est abordé dans le DICRIM. Essayons de comprendre pourquoi.

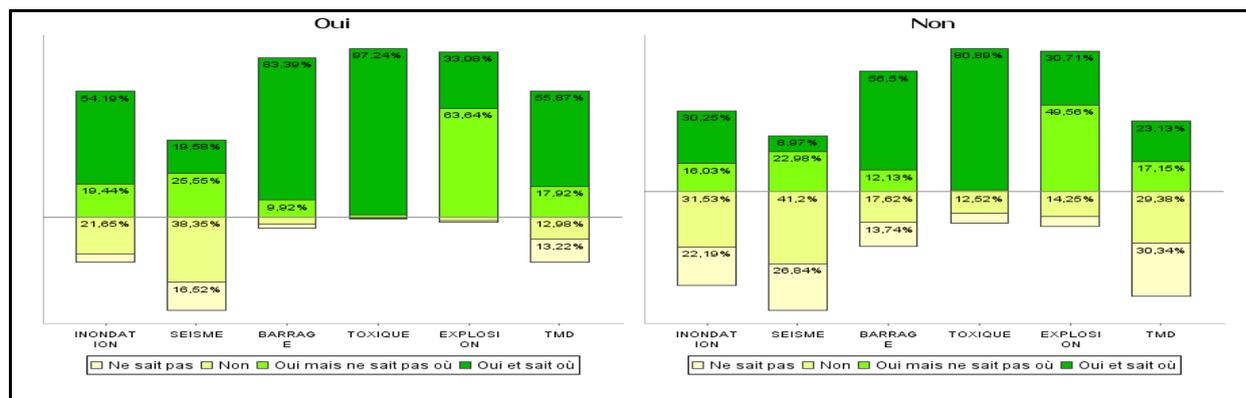
Graphique 19 : Connaissance du risque d'explosion sur la commune en fonction de l'attention portée au DICRIM



On voit donc ici encore que l'attention portée au DICRIM joue un rôle important sur les connaissances transmises par le document. Une majorité des personnes qui savent situer le risque ont lu attentivement le DICRIM (55,7%) alors que la plupart des personnes qui ne savent pas où est ce risque l'ont brièvement feuilleté (44,4%).

La réception ou non du DICRIM ou la façon de l'aborder n'explique en revanche pas le risque industriel toxique puisqu'aucun des deux croisements n'est significatif.

Graphique 20 : Connaissance des risques en fonction du sentiment d'habiter une zone à risques



De manière générale, le sentiment d'habiter dans une zone à risques est corrélé à la connaissance des risques qui touchent la commune. Cela se voit surtout par un taux de « ne sait pas » et de « non » plus important pour les personnes n'ayant pas le sentiment d'habiter une zone à risques.

Nous voyons donc déjà à ce stade que le risque technologique est bien présent dans les esprits, comme lors de la première enquête. Les risques naturels semblent aussi mieux connus depuis la diffusion du DICRIM. Cela va-t-il se vérifier avec les préoccupations des habitants ?

3. Préoccupations de la population

Les risques naturels/technologiques à Pont de Claix vous préoccupent-ils ?

Graphique 20 : Niveau de préoccupation des risques naturels et technologiques

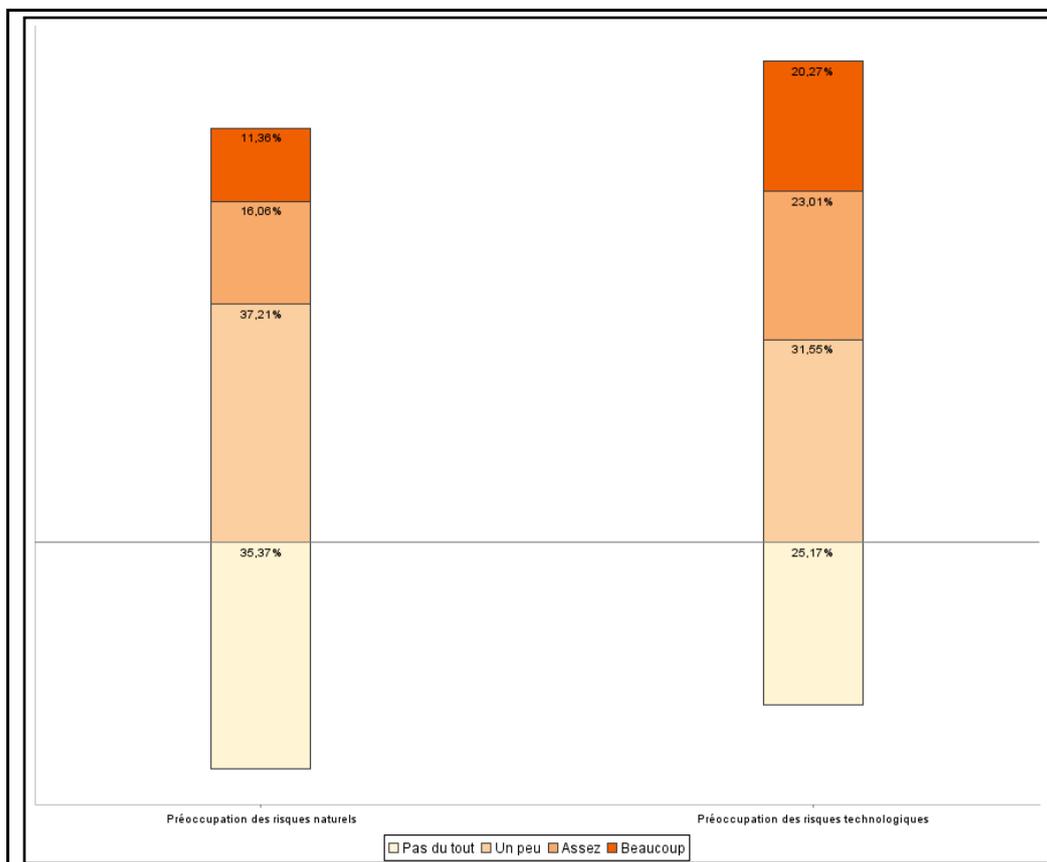


Tableau 3

	Préoccupation sur les risques naturels		Préoccupation des risques technologiques	
	2009	2010	2009	2010
Pas du tout	42,07%	35,37%	23,24%	25,17%
Un peu	36,21%	37,21%	32,97%	31,55%
Assez	10,37%	16,06%	17,18%	23,01%
Beaucoup	10,35%	11,36%	26,61%	20,27%

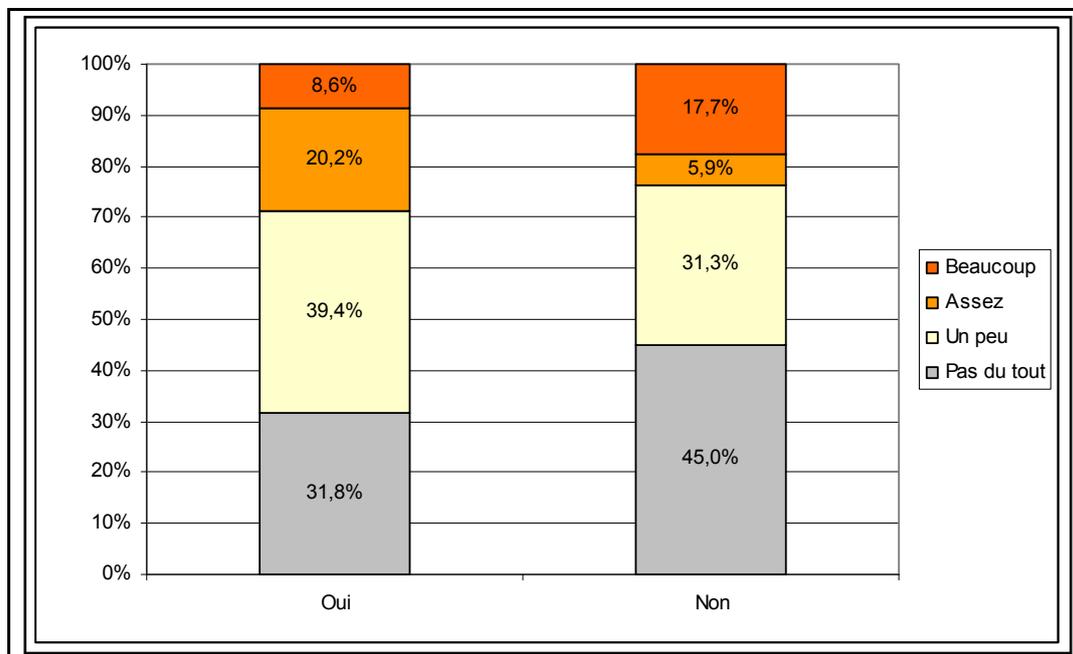
Sur la question des préoccupations c'est encore une fois les risques technologiques qui arrivent en tête (graphique 20). Plus de 20% des Pontois sont beaucoup préoccupés par les risques technologiques contre 11,4% pour les risques naturels. Et lorsqu'on regroupe les trois modalités les plus fortes on obtient un total de presque 75% contre 65%. La différence

est encore visible lorsqu'on regarde la modalité « pas du tout ». Plus d'un tiers des personnes affirment n'être « pas du tout préoccupées » par les risques naturels contre un quart pour les risques technologiques. On peut tout de même noter que le nombre de personnes qui ne se disent pas du tout préoccupées sont dans les deux cas plus nombreuses que les personnes se déclarant beaucoup préoccupées.

Entre 2009 et 2010 la répartition des niveaux de préoccupation a évolué. Le niveau de préoccupation des risques naturels est globalement plus important. L'année passée, 42% des Pontois ne se sentaient pas préoccupés par les risque naturels. Aujourd'hui ils ne sont plus que 35,4% et le nombre de personnes « un peu, assez ou beaucoup préoccupées » sont en augmentation. Le niveau de préoccupation des risques technologiques parait lui en légère baisse. En 2009 les deux modalités regroupant le plus de réponses étaient « un peu » et « beaucoup ». Cette année ce sont « pas du tout » et « un peu ». Ces variations méritent donc une tentative d'explication.

Préoccupation des risques naturels :

Graphique 21 : Niveau de préoccupation des risques naturels en fonction du fait d'avoir reçu le DICRIM

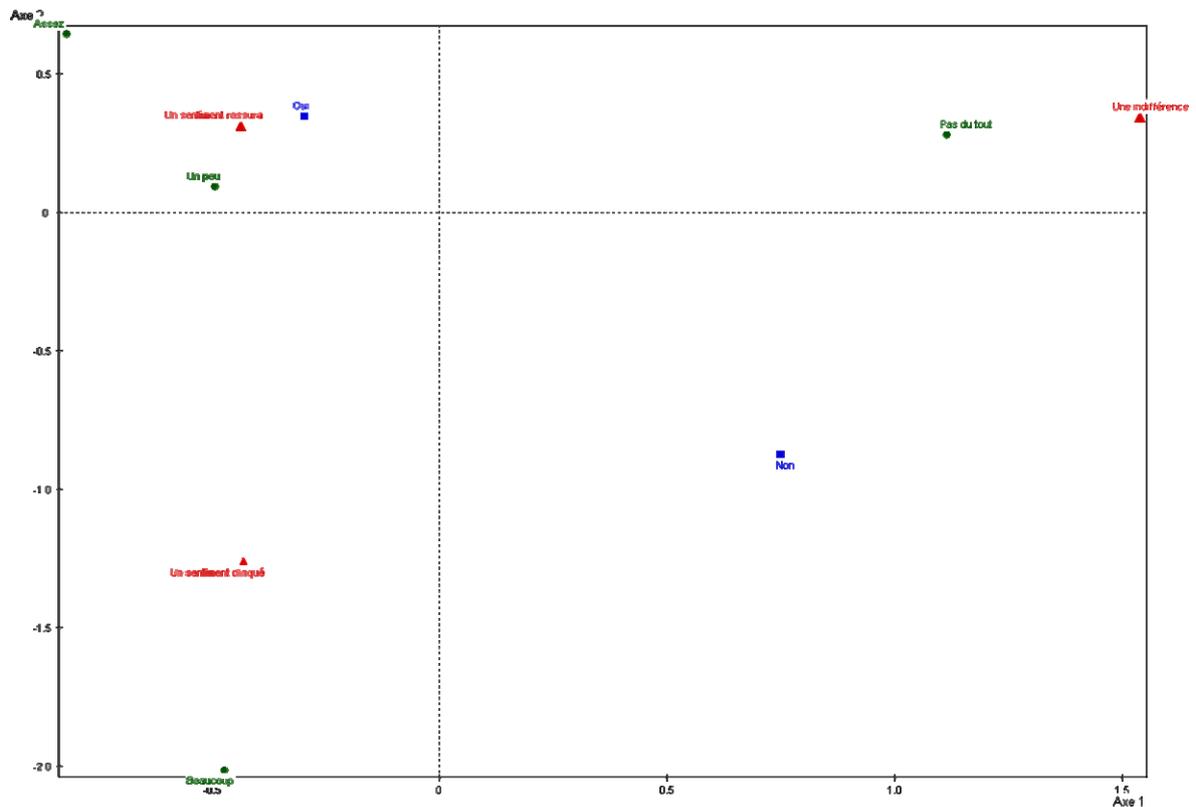


PROBA (KHI2 > 14.17) = 0.003

Les personnes ayant reçu le DICRIM (graphique 21) sont majoritairement peu voir pas du tout préoccupées par les risques naturels. Le fait de recevoir le document aurait donc eu un effet rassurant sur les risques naturels.

L'analyse parait en revanche plus délicate pour les personnes n'ayant pas reçu le DICRIM. En effet, si on compare avec les personnes qui ont reçu le DICRIM, on observe à la

fois une proportion plus importante de personnes étant beaucoup préoccupées et a la fois une proportion plus importante de personnes ne l'étant pas du tout. Cette répartition quelque peu paradoxale peut être expliquée par l'analyse qui suit (Analyse des Correspondances Multiples) qui « croise » trois variables : la réception du DICRIM, le niveau de préoccupation des risques naturels et la réaction face aux documents d'information.

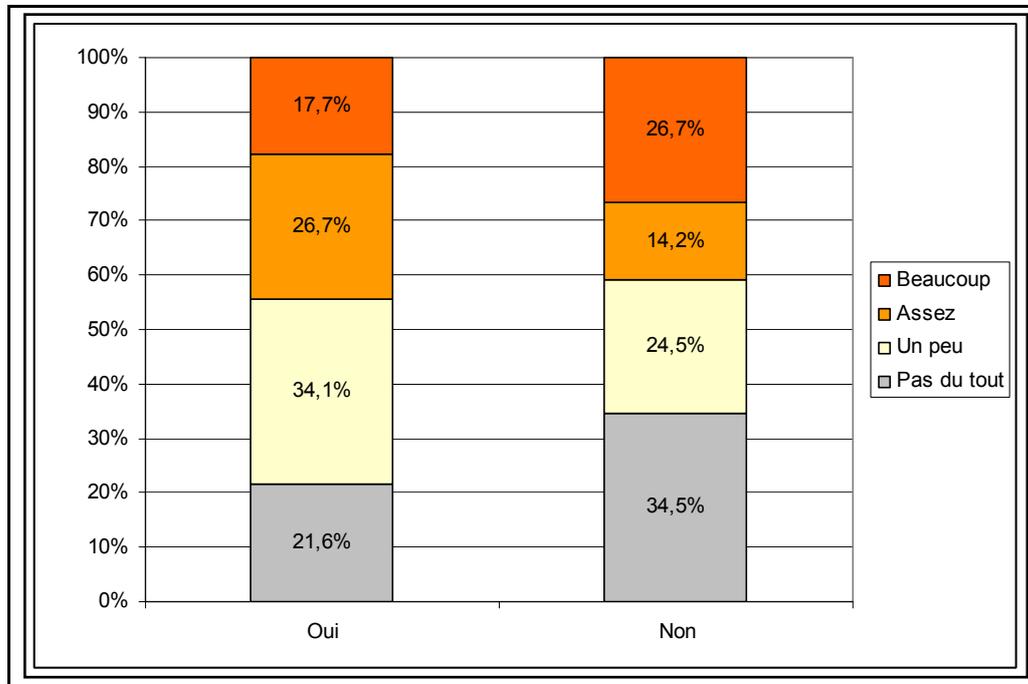


Le graphique ci-dessus tiré d'une ACM représente le lien possible entre les variables. Il permet de visualiser en deux dimensions des résultats présent en plusieurs dimensions et donc impossible à visualiser au-delà de trois dimensions. Si la perte d'information n'est pas trop importante lorsqu'on réduit le nombre de dimensions on peut alors interpréter ce graphique. Ce sont les variables les plus proches qui sont liées.

On observe deux choses dans cette analyse. Premièrement, les personnes ayant reçu le DICRIM expriment un sentiment d'être rassurées face aux documents d'informations et sont « peu » et « assez » préoccupées par les risques naturels (groupe de modalités en haut à gauche dans le graphique). Ils ne sont pas pour autant « pas du tout préoccupés ». Secondement, deux autres groupes sont visibles. Les personnes ayant un sentiment d'inquiétude face à un document et qui sont beaucoup préoccupées (en bas à gauche), et les personnes exprimant une indifférence face à un document d'information et qui ne sont pas du tout préoccupées par le risque naturel (en haut à droite). Ainsi, le nombre d'habitants n'ayant pas reçu le DICRIM et étant beaucoup préoccupés peut venir de leur sentiment d'inquiétude face à n'importe quel document d'information. Le nombre d'habitants qui ne sont pas du tout préoccupés peut venir du fait de ne pas avoir reçu le DICRIM mais aussi du fait d'être indifférent aux documents d'information sur les risques.

Préoccupation des risques technologiques :

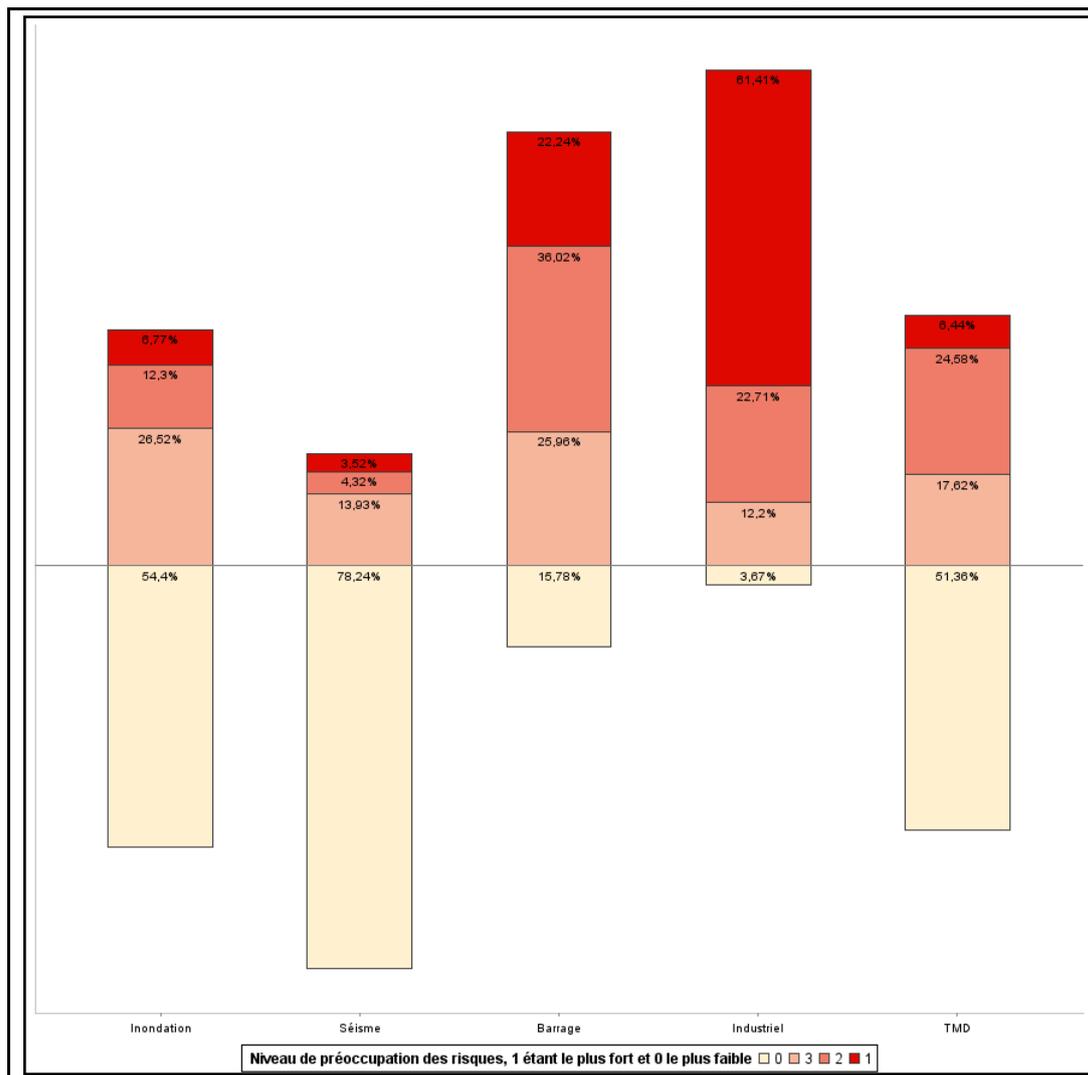
Graphique 22 : Niveau de préoccupation des risques technologiques en fonction du fait d'avoir reçu le DICRIM



$PROBA (KHI2 > 10.82) = 0.013$

La répartition des niveaux de préoccupation du risque technologique, pour les personnes ayant reçu le DICRIM, est plus équilibrée que pour le risque naturel. Le nombre de personnes préoccupées est en revanche ici plus important. Pour les personnes n'ayant pas reçu le DICRIM, la même remarque que pour les risques naturels est possible : le nombre de personnes étant beaucoup ou pas du tout préoccupées est plus important quand le DICRIM n'a pas été reçu et l'explication est aussi identique.

Quels sont les trois risques qui vous préoccupent le plus ? (Graphique 23)



Dans cette question il y a trois choix possibles de réponses et 5 modalités à classer. Il a donc fallu attribuer la valeur « 0 » aux deux modalités non classées, c'est-à-dire non choisies parmi les trois premiers risques.

Nous pouvons établir ici (graphique 23) un classement des risques qui préoccupent le plus. En première position les risques industriels classés comme tel par plus de 61% de la population. Ensuite viennent les risques de rupture de barrage classé en seconde position par 36% de la population puis le risque d'inondations qui peut être associé comme le barrage aux risques liés à l'eau.

A noter que le risque de séisme préoccupe très peu puisqu'il est placé en dernière position par plus de 78% de la population.

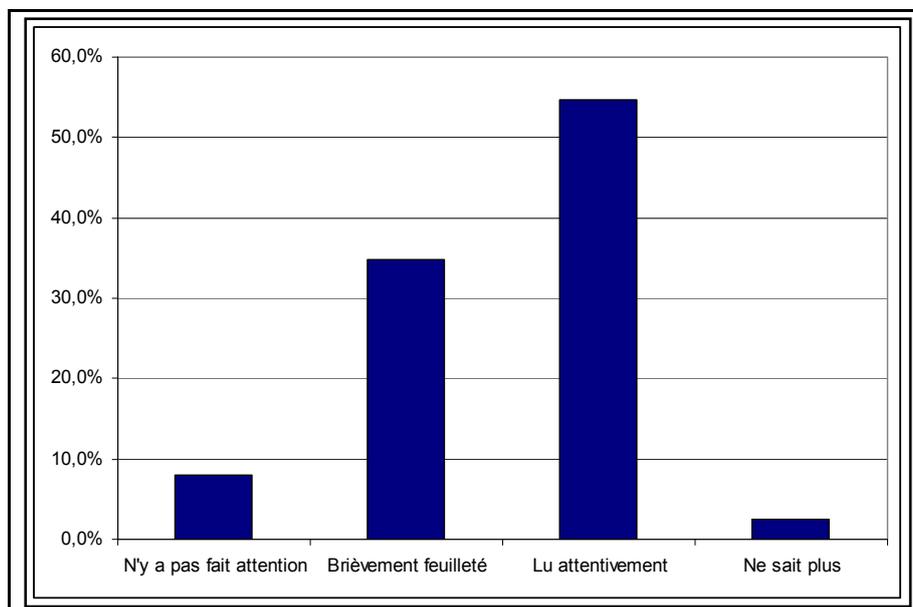
Même si les habitants de Pont de Claix placent le risque industriel en première position, il est encore une fois en diminution par rapport à l'an dernier puisque près de 70% des habitants le classaient en tant que risque le plus préoccupant. Mais il arrive plus souvent en deuxième et troisième position puisqu'il est moins souvent classé en dehors des trois

premiers. Ainsi, si l'on regroupe les trois modalités (classement 1, 2 et 3) il préoccupe plus. Conformément aux résultats précédents, la préoccupation du risque de rupture de barrage prend de l'ampleur puisque qu'il est placé dans le trio de tête par plus 84% de la population contre 75% l'an passé, soit une augmentation de plus de 12%.

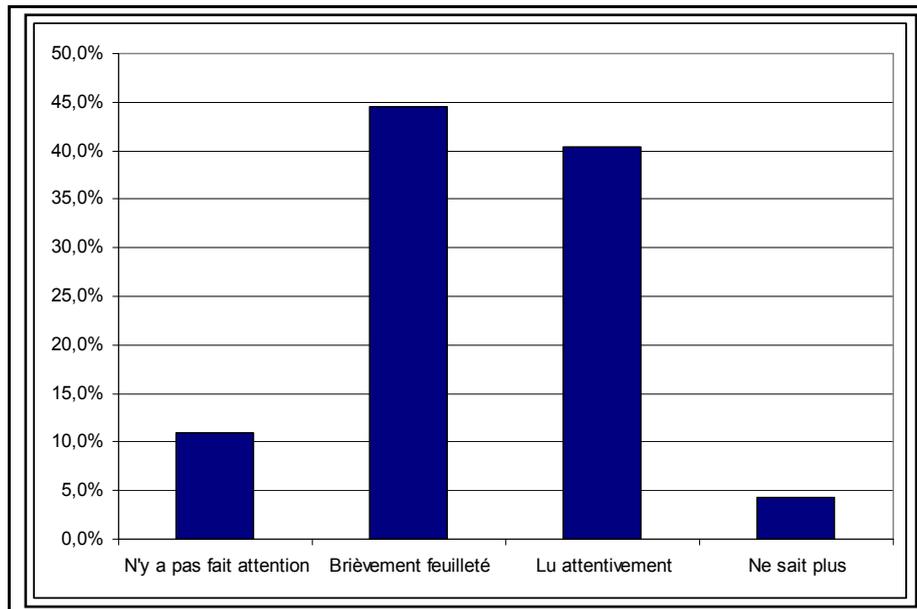
Parmi ces résultats deux ont retenu notre attention : le nombre de personnes classant le risque de rupture de barrage en première position et le nombre de personnes ne classant pas le risque de séisme dans les trois premiers.

Deux caractères permettent de définir les personnes classant le risque de rupture de barrage en première position. Leur sentiment d'habiter une zone à risques d'une part puisque 76% ont ce sentiment. C'est donc plus que la moyenne globale de la population (71% de la population pense habiter une zone à risques). Mais le plus intéressant est que sur les 76% des personnes interrogées qui ont reçu le DICRIM et placé le risque de rupture de barrage en première position, la majorité l'a lu attentivement (graphique 24). Le document aurait donc bien joué son rôle d'information sur ce point.

Graphique 24 : Attention portée sur le DICRIM des personnes ayant classé le risque de rupture de barrage en première position de leurs préoccupations.



Graphique 25 : Attention portée sur le DICRIM des personnes ayant classé le risque de séisme en dernière position de leurs préoccupations.



Le risque de séisme qui peut pourtant se révéler important étant donné la situation géographique de la commune ne préoccupe que très peu la population, même celle qui a lu attentivement le DICRIM. Le nombre de personnes ayant brièvement feuilleté le DICRIM ou l'ayant lu attentivement est très proche (44,5% 40,3%) parmi celles qui ont placé le risque de séisme en dernière position de leurs préoccupations. Il est à noter que si l'on ne rentre pas dans les détails proposés dans le document ou qu'on ne recherche pas des informations complémentaires, on lit que la commune est exposée à un risque de sismicité faible. C'est vrai du point de vue réglementaire et en comparaison avec d'autres régions du globe, mais c'est moins vrai si on prend en compte les effets de sites liés au bassin grenoblois.

Les risques technologiques sont donc les plus présents dans l'esprit des Pontois, que ce soit en terme d'exposition de la commune ou de préoccupation. Cette forte présence est facilement explicable d'une part par la proximité de la plateforme chimique mais aussi par les actions d'informations qui sont menées depuis plusieurs années par la préfecture, les industriels et la commune sur ce risque.

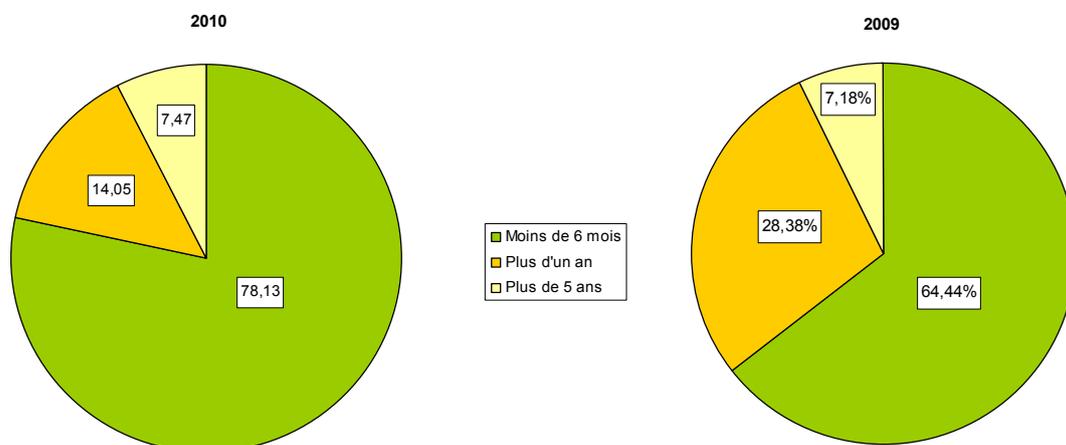
Concernant les risques naturels, le DICRIM semble avoir favorisé une certaine prise de conscience des Pontois qui sont plus préoccupés que lors de la première enquête.

IV Évolution des moyens d'information sur les risques

Les questions de préoccupation et de connaissance des risques sont, sans nuls doutes liées aux informations reçues par la population. Il y a plusieurs aspects à étudier pour décrypter l'impact que peuvent avoir les informations. Les moyens d'information tout d'abord, les avis sur ces derniers et enfin les personnes en charge de l'information en cas de risque.

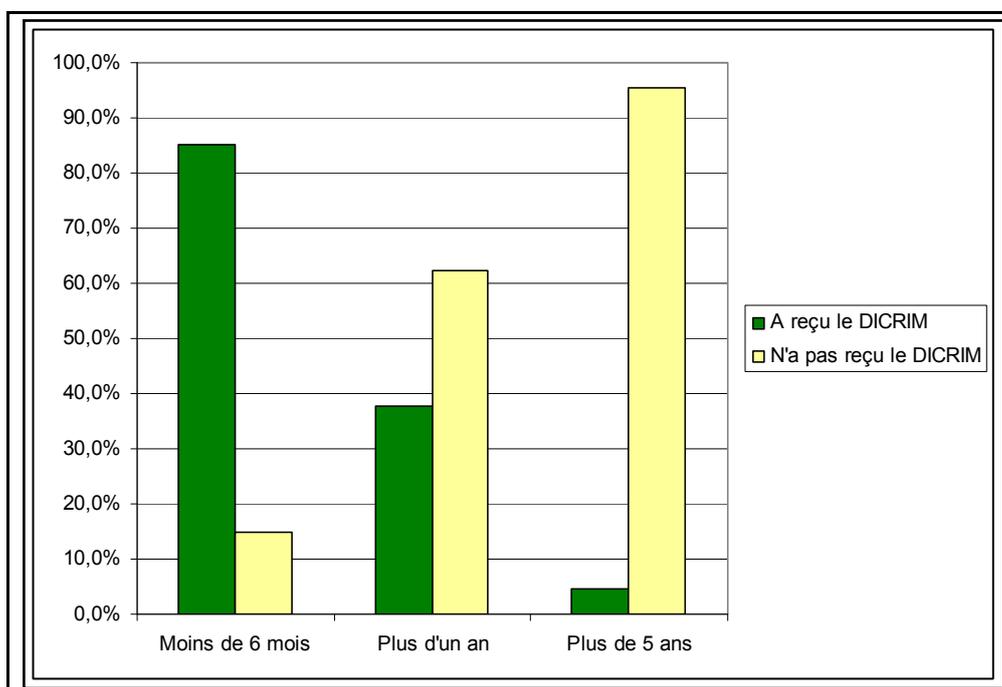
1. Fréquence de l'information sur les risques

Graphique 26 : Date de la dernière information reçue



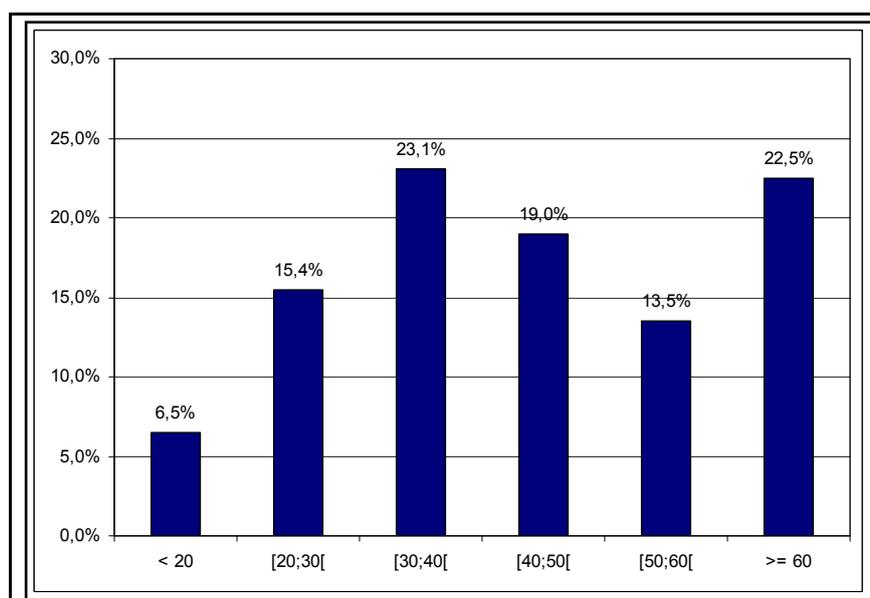
Plus de 78% de la population a reçu la dernière information sur les risques il y a moins de 6 mois contre presque 2/3 en 2009. Ce changement est sans nul doute dû à la réception du DICRIM au mois de mars dernier. La proportion de personnes ayant reçu la dernière information il y a plus de 5 ans reste à peu près la même, c'est donc le nombre de personnes l'ayant reçu entre un an et 5 ans auparavant qui diminue de la moitié.

Graphique 27 : Date de la dernière information sur les risques en fonction du fait d'avoir reçu ou non le DICRIM



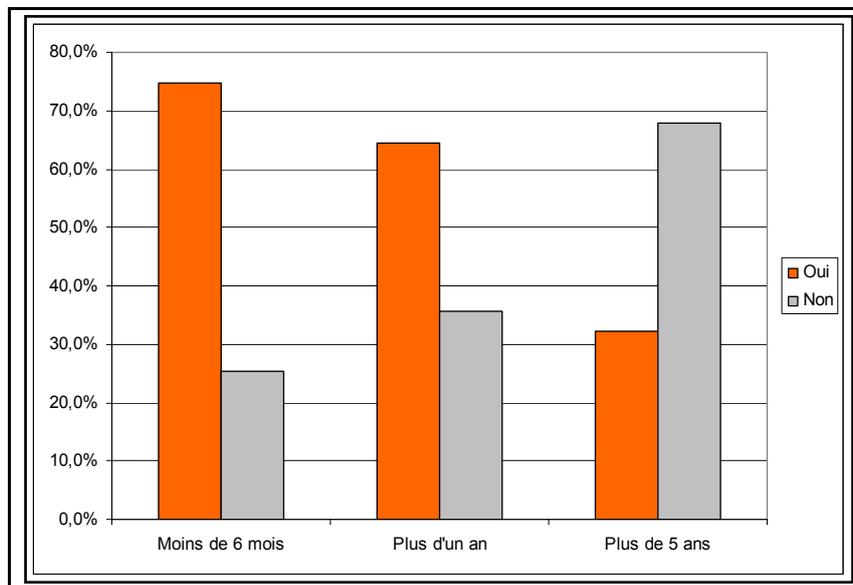
Les $\frac{3}{4}$ des personnes déclarant avoir reçu une information il y a moins de 6 mois ont reçu le DICRIM.

Graphique 28 : Répartition de la population ayant reçu le dernier document d'information il y a moins de 6 mois



La catégorie des jeunes qui n'avaient pas l'impression d'habiter dans une zone à risque représentent moins de 7% des personnes ayant reçu un document d'information il y a moins de six mois (graphique 28). Un chiffre plutôt faible sachant qu'ils représentent une part certaine de la population pontoise.

Graphique 29 : Date de la dernière information en fonction du sentiment d'habiter une zone à risques

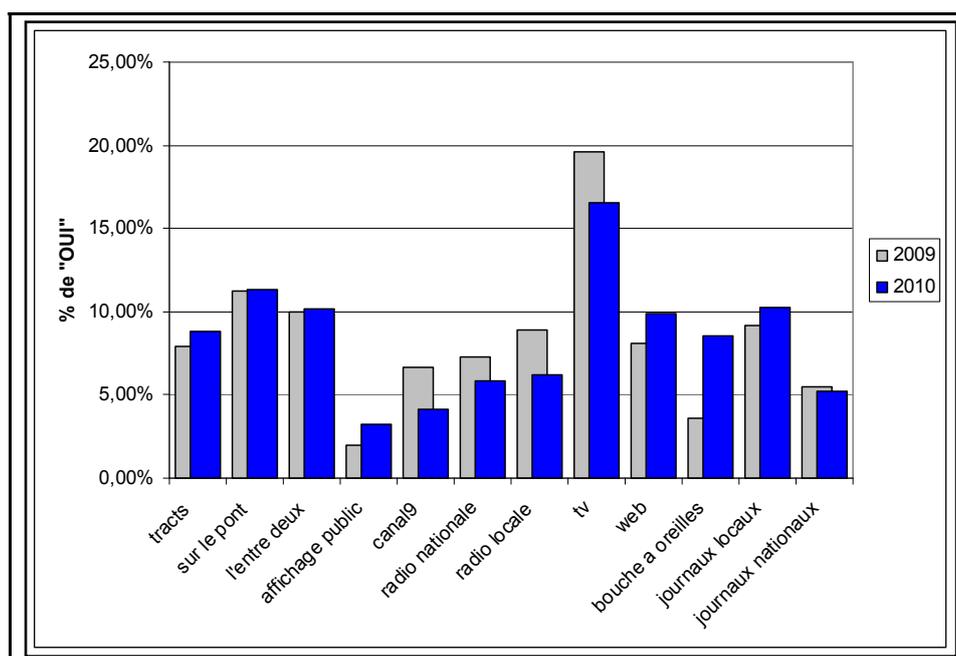


PROBA ($KHI2 > 16.57$) = 0.000

La date de la dernière information est fortement liée au sentiment d'habiter dans une zone à risques (graphique 29). Plus la réception de l'information est récente, plus il y a de personnes pensant habiter dans une zone à risques : les personnes pensant habiter une zone à risques représentent les $\frac{3}{4}$ des personnes ayant reçu la dernière information il y a moins de 6 mois.

2. Les moyens d'information

Graphique 30 : Medias utilisés pour s'informer



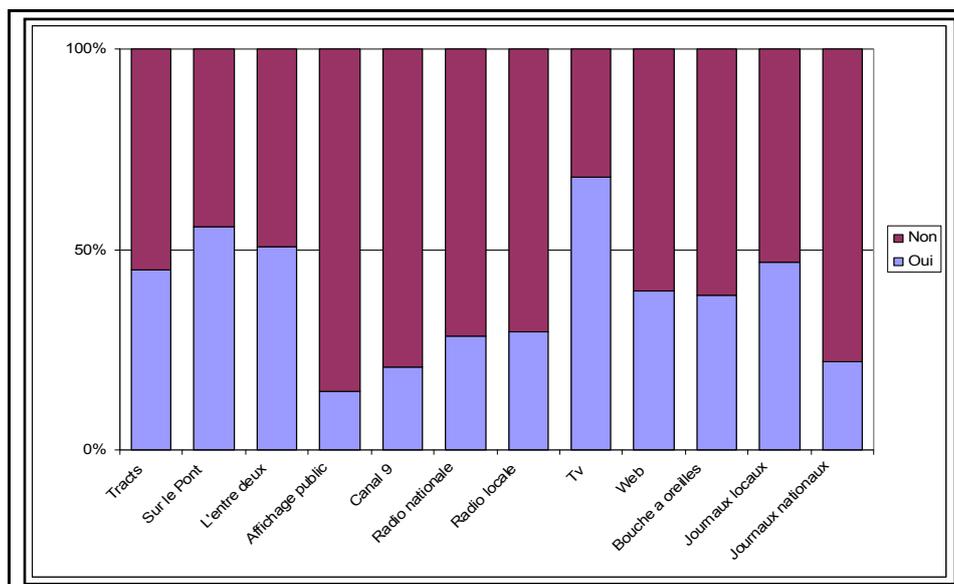
Le média le plus utilisé en 2010 reste la télévision. Elle est un moyen universel pour tout type d'information mais il est en baisse de 19%. Globalement les habitants de Pont de Claix utilisent plus de sources d'information puisque le taux de remplissage à cette question est de 36,6% en 2010 au lieu de 30% en 2009 (cette question était à choix multiple). Ce sont les moyens d'information « papier » et « locaux » qui se voient le plus consultés et en légère progression tel que les tracts, « Sur le pont », « l'entre deux »⁴ l'affichage public et les journaux locaux. Les autres moyens comme les radios, « canal 9 », les journaux nationaux sont en baisse. Le web, à partir duquel on peut accéder à une plus grande source d'information à tout moments constitue une forte progression (22,5%). Mais c'est le bouche à oreille qui subit la plus forte hausse de plus du double.

Remarque : « le bouche à oreilles » est aussi un journal publié à Pont de Claix. Il peut donc y avoir une certaine confusion entre l'expression et ce journal. De plus cette information n'était pas connue lors de la première enquête. Nous avons donc décidé de garder la modalité comme l'expression et non comme le journal.

⁴

Journaux de la ville diffusés dans les boîtes aux lettres et en dépôt chez les commerçants.

Graphique 31 : Médias utilisées pour les personnes pensant habiter une zone à risque.



Lorsque l'on regarde plus précisément le type de médias utilisés, en fonction des personnes qui ont le sentiment d'être dans une zone à risques par exemple, on observe que les proportions restent les mêmes. Le média le plus utilisé reste la télévision et les journaux communaux.

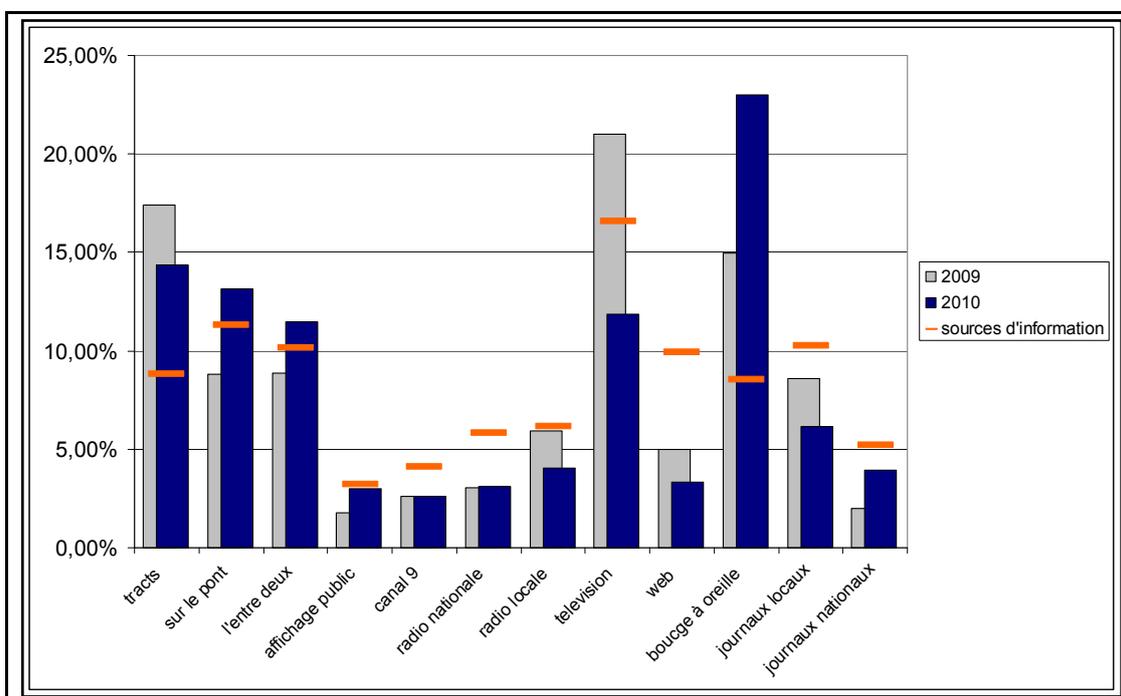
Si de manière générale les moyens d'information des pontois sont principalement la presse locale et la télévision, il est intéressant de savoir si ces médias abordent vraiment le thème des risques, de connaître à quelle fréquence les habitants entendent parler de risques.

Par quels moyens entendez-vous parler des risques ?

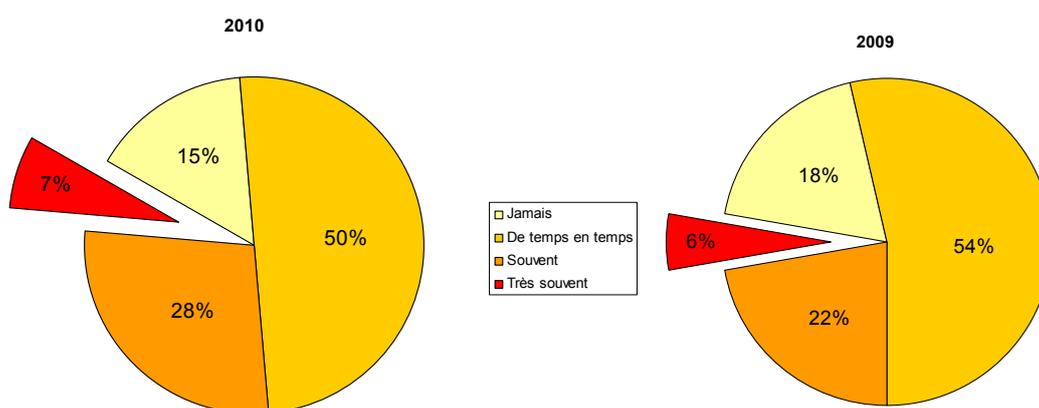
On remarque qu'ils sont peu de médias à parler de risques en comparaison du nombre des sources d'information des pontois (graphique 32). En effet, le taux de remplissage est ici de 19% mais reste en augmentation par rapport à 2009 (17%). On voit ici encore que les habitants de la commune ont donc globalement l'impression d'entendre plus souvent parler de risques dans les médias.

La progression des médias locaux, plus précisément communaux est bien visible. Les tracts, et les journaux de la commune, ainsi que le bouche à oreille sont, d'après la population des médias traitant des risques puisqu'ils dépassent leur propre pourcentage de réponses à la question précédente. De plus leurs taux de réponse est bien supérieur à l'an passé. On peut aussi noter que le bouche à oreille progresse encore une fois énormément (de 54%) et que la télévision subit l'effet inverse : une baisse d'environ 43%, ce qui place le bouche-à-oreilles en tête des médias d'information sur les risques.

Graphique 32 : Par quels médias avez-vous l'impression d'entendre parler des risques ?



Graphique 33 : Entendre parler des risques



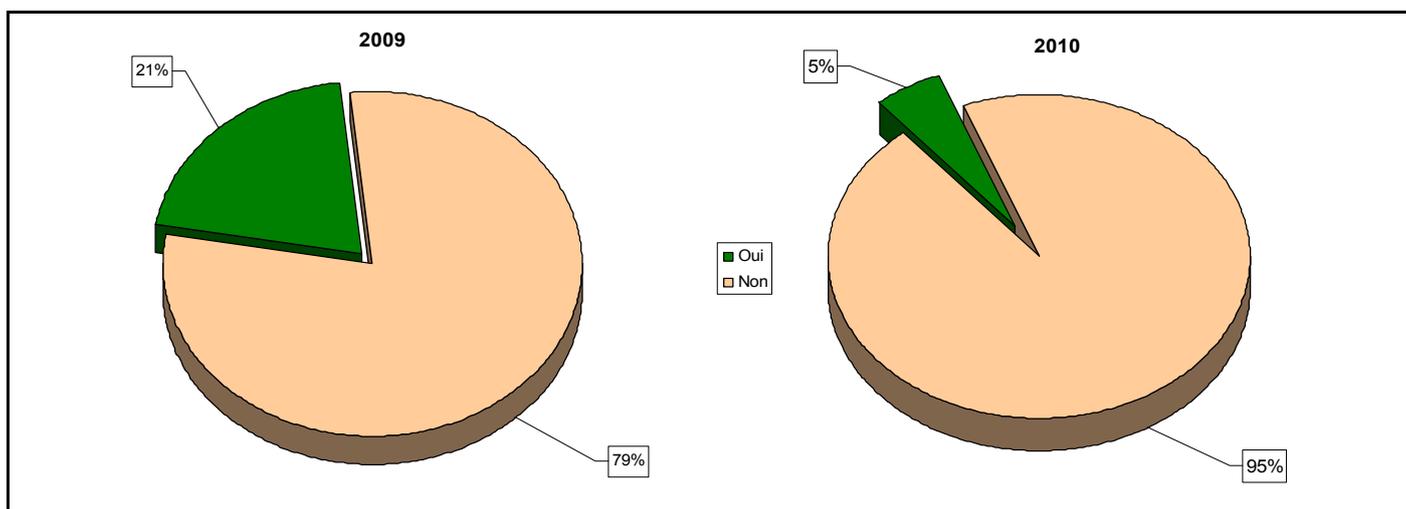
A première vue, la répartition de la fréquence des informations perçues sur les risques est équivalente entre les deux années (graphique 33). Mais l'on voit que les habitants de Pont Claix ont plus l'impression d'entendre parler des risques « souvent » et « très souvent » que l'an passé. En effet, le nombre de personnes ayant répondu « jamais » et « de temps en temps » ont diminué respectivement de 20% et 8% environ. Cette baisse

s'est donc logiquement reportée sur les autres modalités puisque « très souvent » passe de 6% à 7% et « souvent » croit de 27% environ.

Malgré ce changement entre les deux années, la diffusion d'information sur les risques paraît toujours peu importante puisque 50% des habitants déclarant en entendre parler « de temps en temps » seulement.

Le nombre de personnes déclarant entendre parler des risques augmentant et des médias locaux étant de plus en plus perçus comme des moyens d'information sur les risques sont deux explications au fait que les habitants de Pont de Claix sont moins nombreux à chercher activement de l'information. En effet ce nombre est en chute de 76% (graphique 34).

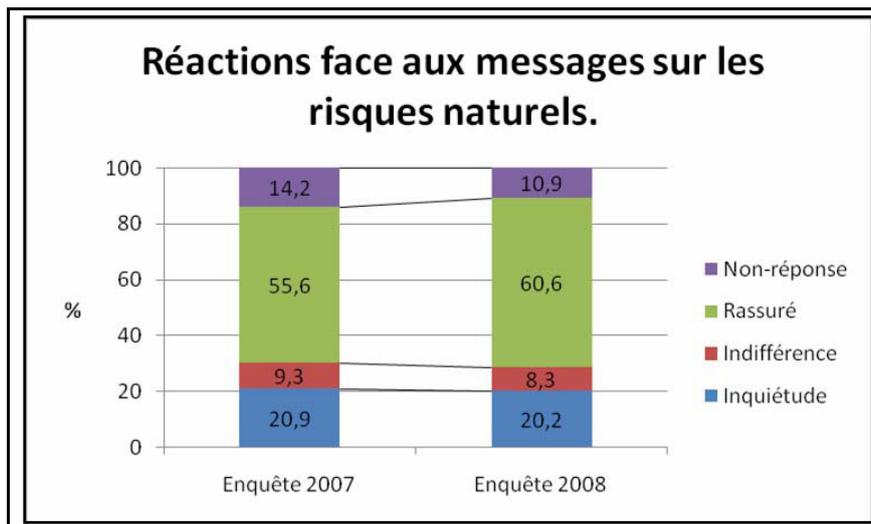
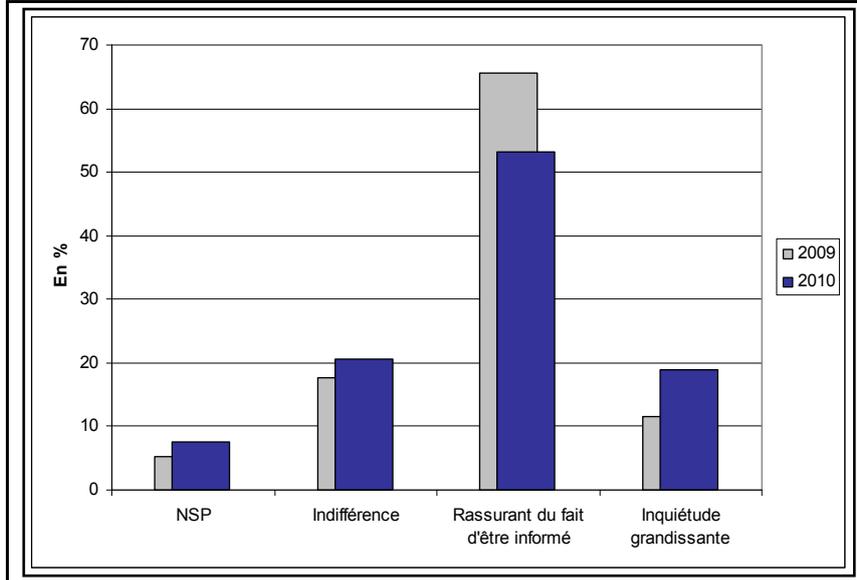
Graphique 34 : Recherche active d'information



Le nombre de personnes recherchant activement de l'information sur les risques a nettement baissé entre les deux enquêtes, ce qui est probablement à rapprocher de la réception du DICRIM.

3. Les avis sur les documents qui traitent des risques

Graphique 35 : Réactions face aux documents d'information

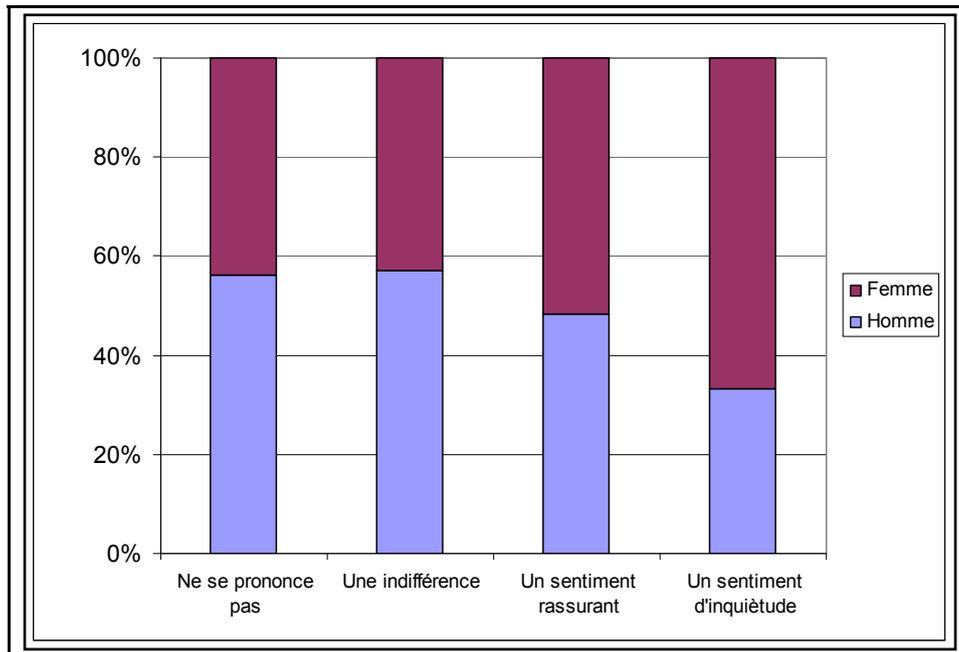


Extrait de l'enquête à Allevard

Le sentiment que peut procurer un document est important puisqu'il peut déterminer les informations que le lecteur va en retenir. Depuis 2009 les sentiments ont quelque peu changés. Les personnes ne se prononçant pas ou ayant un sentiment d'indifférence sont plus nombreuses mais les plus gros changements se font sur les deux autres modalités. Même si le sentiment d'être rassuré domine, il est en baisse de 23% alors que celui d'inquiétude lui, a augmenté jusqu'à 64%.

A Allevard on observait l'effet inverse. Après distribution du DICRIM les habitants étaient moins inquiets et plus rassurés. L'indifférence était plus faible, de même que les non réponses.

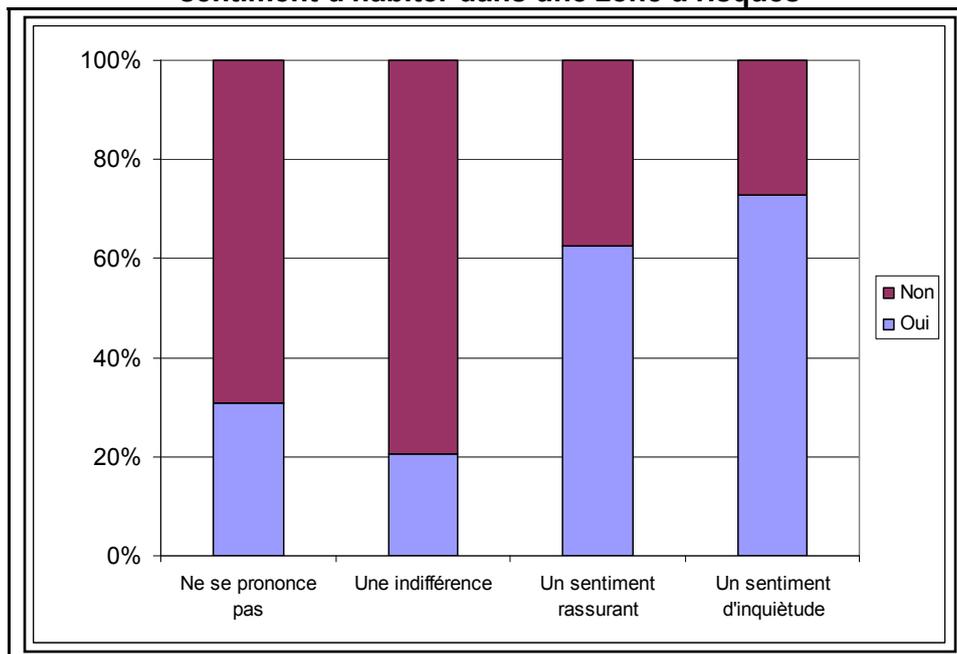
Graphique 36 : Réactions face aux documents d'information en fonction du sexe



PROBA (KHI2 > 6.79) = 0.079

Les hommes paraissent se sentir moins concernés par l'information puisque plus de 57% des habitants exprimant une indifférence sont des hommes. A l'inverse, presque 67% des personnes qui ont un sentiment d'inquiétude grandissant sont des femmes. De même, il y a plus d'hommes rassurés qu'inquiets.

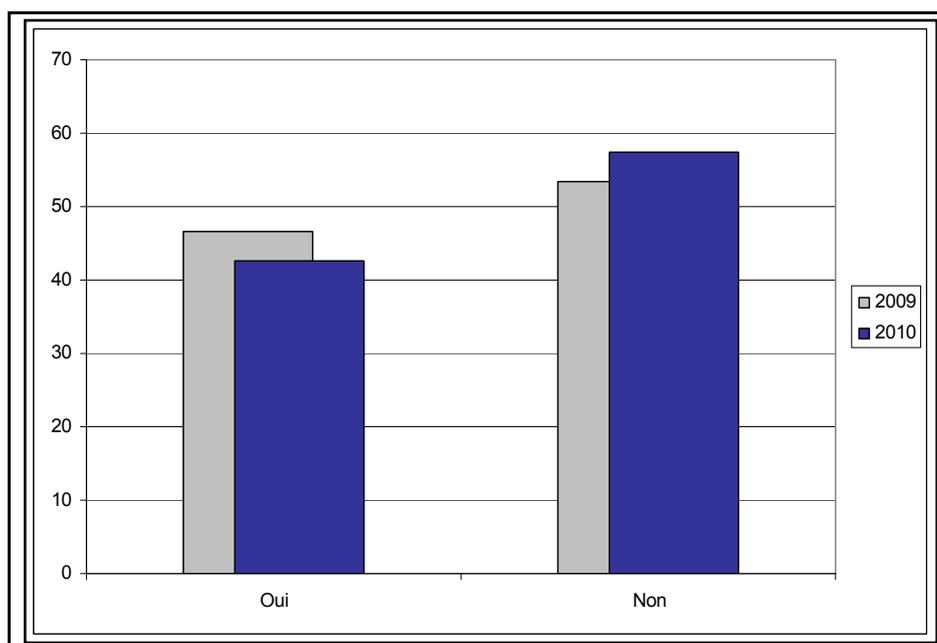
Graphique 37 : Réaction entraînée par les documents d'information en fonction du sentiment d'habiter dans une zone à risques



PROBA (KHI2 > 42.93) = 0.000

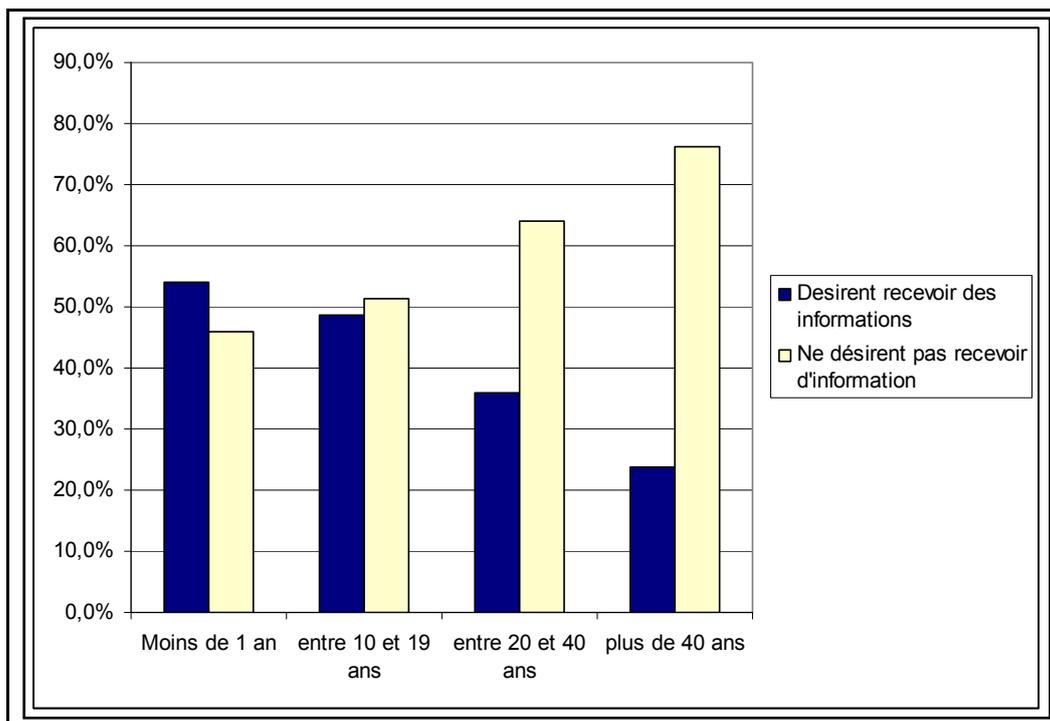
Globalement les personnes pensant habiter une zone à risques se sentent plus concernées puisque seulement 20% d'entre elles sont indifférentes aux documents. Dans la même logique, les personnes éprouvant le sentiment d'habiter une zone à risques représente respectivement 61% et 66% des personnes étant rassurées ou inquiètes.

Graphique 38 : Personnes désirant recevoir des informations



Le nombre de personnes désirant recevoir de l'information sur les risques est moins important que l'an dernier (graphique 38). Il peut y avoir plusieurs explications à cela : le fait d'entendre parler assez souvent des risques dans les médias et une certaine lassitude et/ou le fait d'avoir reçu le DICRIM récemment.

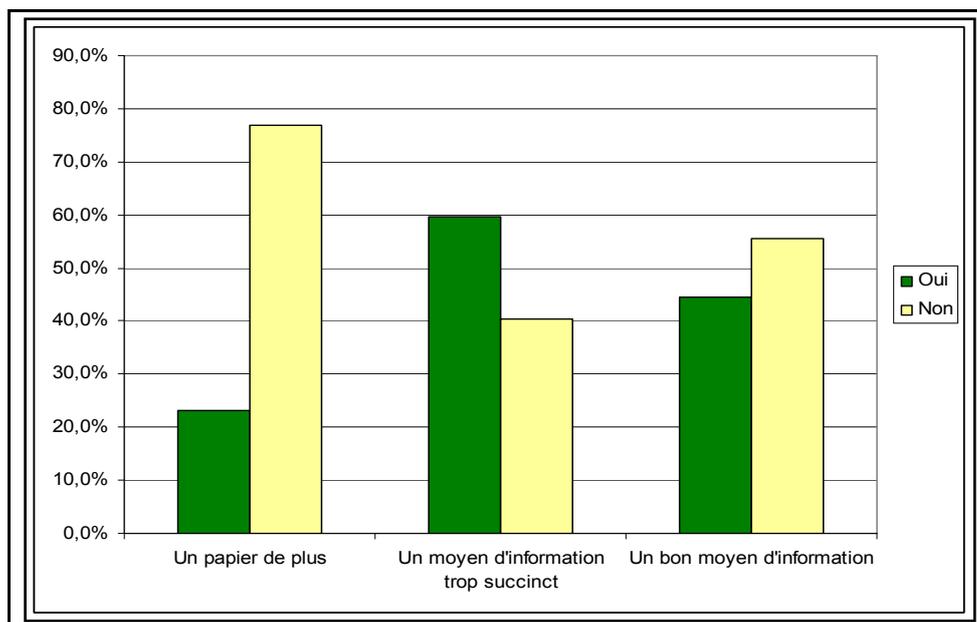
Graphique 39 : Répartition des personnes désirant recevoir de l'information suivant leur ancienneté



PROBA (KHI2 > 12.21) = 0.007

Les informations dégagées par cette analyse permettent d'exprimer une certaine lassitude ou habitude des habitants face aux documents sur les risques. En effet, alors que la majorité des personnes habitant Pont de Claix désireraient recevoir de l'information (54%), 64% des résidant depuis plus de 20 ans, et 76% des résidants depuis plus de 40ans n'en veulent pas.

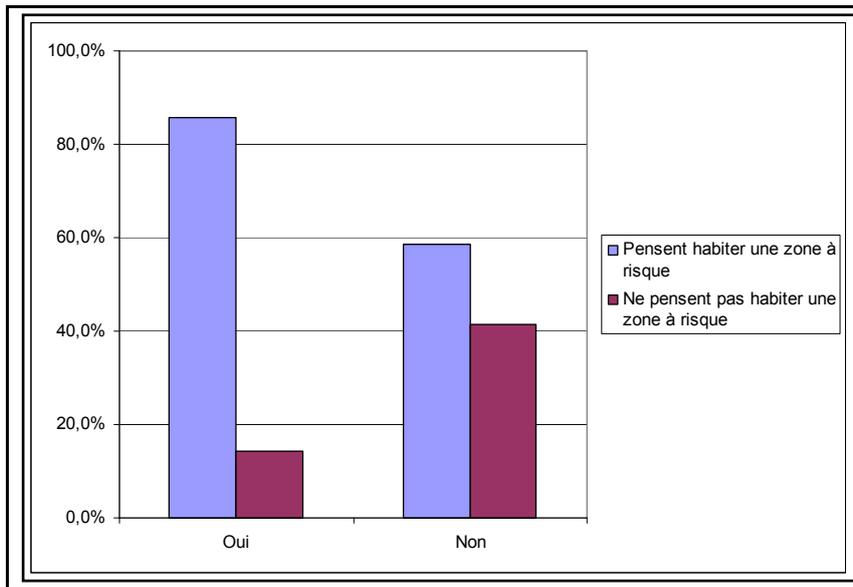
Graphique 40 : Désirent recevoir des informations sur les risques en fonction de leurs réactions face au DICRIM



En effet le DICRIM joue un rôle sur la volonté de recevoir ou non des documents d'information sur les risques. Parmi ceux qui ne veulent pas, il y a deux groupes : les personnes qui voient le DICRIM comme « un papier de plus » (76,8%) et ceux qui pensent que c'est un bon moyen d'information (et donc probablement qu'il suffit ?).

L'hypothèse est que ces derniers pensent avoir été bien informés et ne désire pas en recevoir. Il faut noter que les personnes le voyant comme un bon moyen d'information sont plus nombreuses. Si cette hypothèse est vraie, les consignes de sécurité devraient être mieux maîtrisées cette année et la connaissance des risques plus importante (vérifié plus haut).

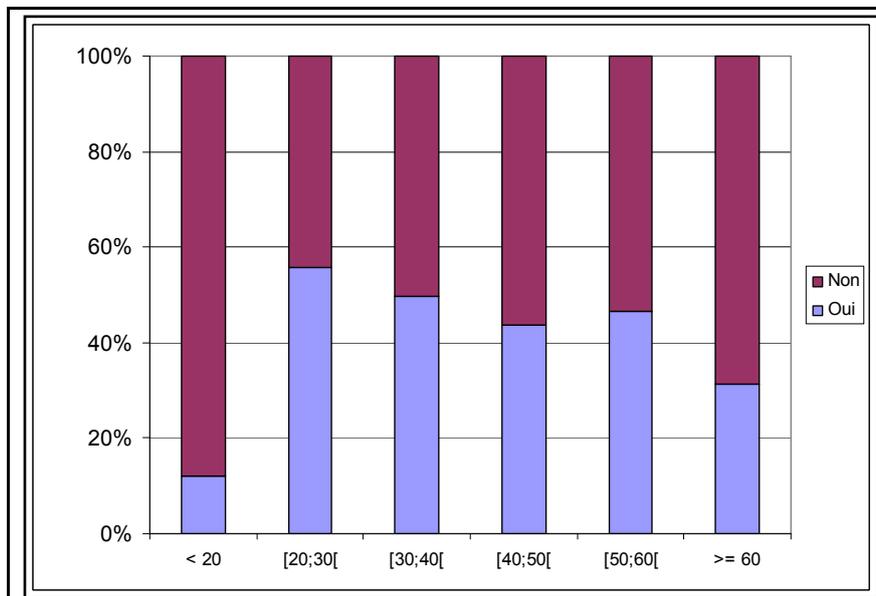
Graphique 41 : Désirent recevoir des informations selon le sentiment d'habiter une zone à risques



PROBA (KHI2 > 21.06) = 0.000

Les personnes pensant habiter une zone à risque sont plus nombreuses à vouloir recevoir des informations (graphique 41). Elles représentent 85% des personnes désirant être informées alors qu'elles ne représentent que 59% des personnes ne voulant pas l'être.

Graphique 42 : Désire recevoir de l'information suivant l'âge

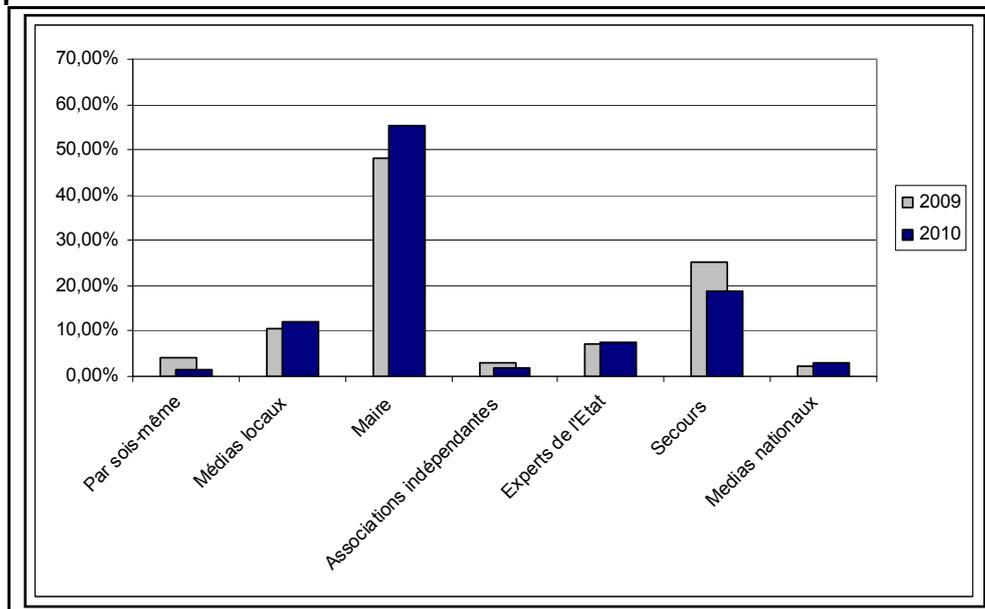


PROBA (KHI2 > 15.91) = 0.007

Les plus jeunes paraissent encore une fois désintéressés du thème des risques majeurs (graphique 42). Ils ne sont que 13% à désirer recevoir de l'information. Les classes les plus intéressées sont les 20-30 ans et 30-40ans. Ces classes ressortaient déjà dans plusieurs enquêtes précédentes comme par exemple celle d'Allevard. C'est en effet à cet âge que l'on commence à s'installer et a s'occuper de ses enfants et donc à plus se préoccuper des risques encourus par sa famille.

4. Les informateurs

Graphique 43



On observe ici une baisse du nombre de réponses : 21% de taux de réponses en 2009, 15,7% en 2010. Les habitants n'ont donc peut être pas assez d'informations à ce sujet pour proposer une réponse.

Tout comme l'an dernier on observe une forte responsabilité du maire qui est même en augmentation de 15%. L'information par les secours est elle en baisse de 25% alors que les médias locaux augmentent quelque peu et se placent en troisième position.

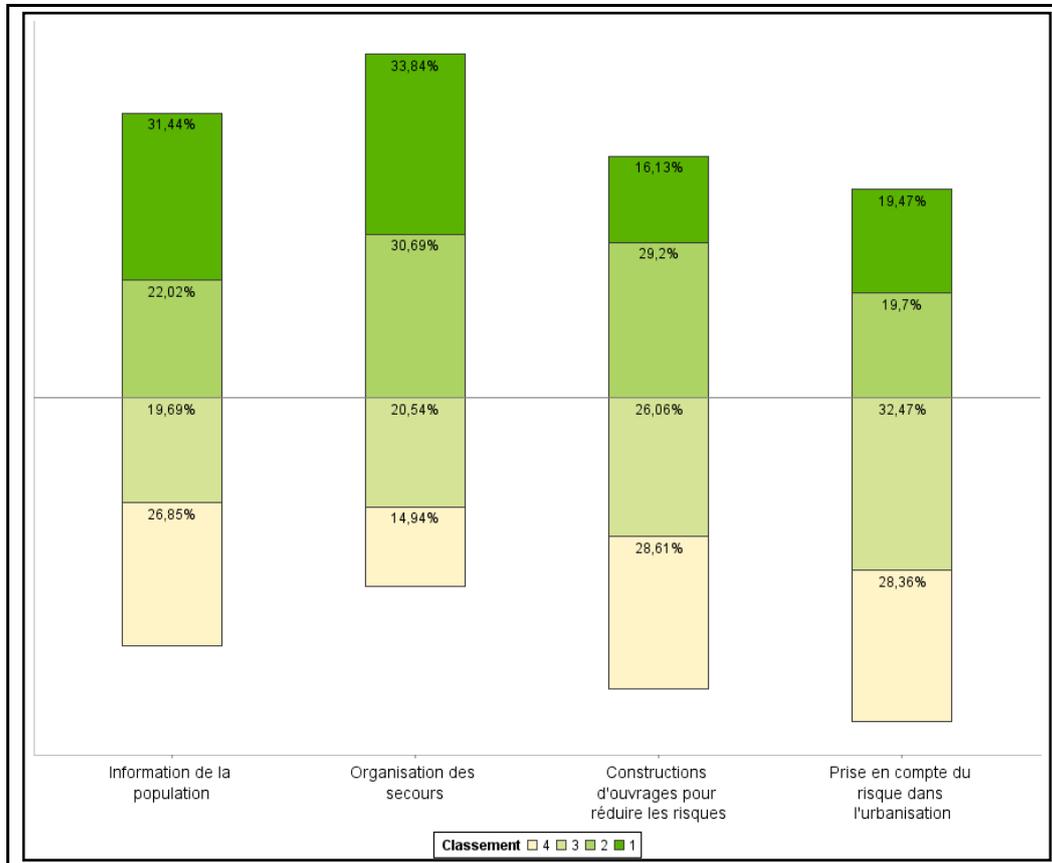
On observe un début de changement depuis la distribution du DICRIM. En termes de médias utilisés d'une part, puisque la consultation des médias communaux est en progression. Mais, malgré une préoccupation plus forte, l'engouement pour l'information paraît plus faible cette année. Le maire voit sa légitimité renforcée du point de vue de l'information sur les risques puisque de plus en plus de personnes pensent qu'il doit informer la population. Ceci est explicable notamment par la distribution récente du DICRIM avec « l'entre deux » par la mairie de Pont de Claix.

V Gestion du risque et consignes de sécurité

Au delà de la simple information sur les risques présents dans la commune, le DICRIM prodigue aussi des conseils sur les attitudes et réflexes à avoir en cas d'alerte. Il est donc intéressant de connaître l'évolution des connaissances dans ce domaine et donc l'impact que sa diffusion a pu avoir. De plus, nous pourrions vérifier l'hypothèse vue précédemment (page 47) concernant les connaissances des habitants de Pont de Claix. Mais auparavant voyons l'avis des pontois sur la gestion des risques.

1. Gestion du risque

Graphique 44 : Classement des éléments par ordre d'importance dans la gestion des risques

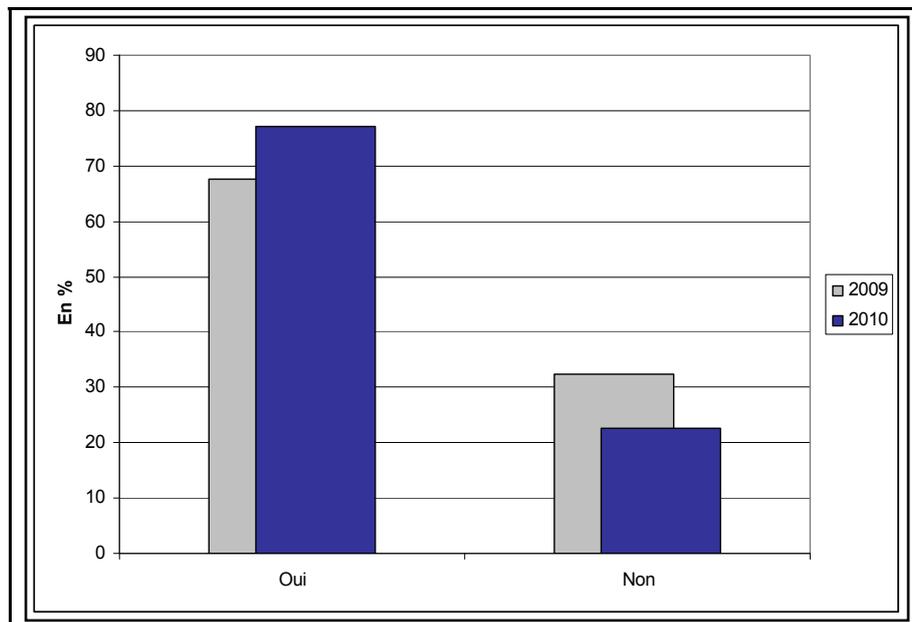


Nous établissons ici un classement des éléments les plus importants dans la gestion des risques. La distribution reste très proche de l'an dernier et le plus important pour la population, c'est-à-dire l'élément classé le plus souvent en première et seconde position reste l'organisation des secours.

2. Le système d'appel en masse

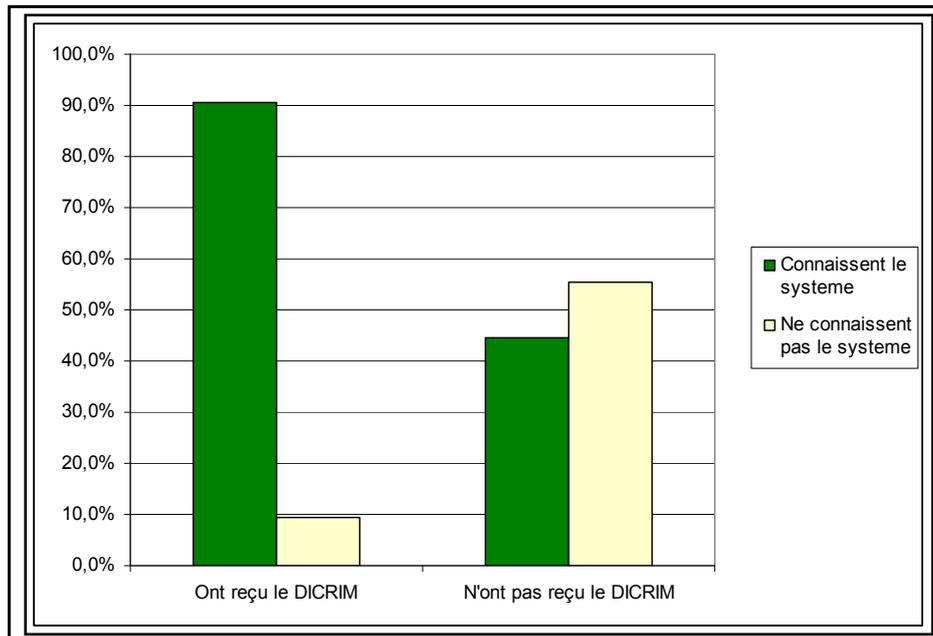
Au mois de mai 2006 à été mis en place à Pont de Claix un système d'appel en masse ayant pour but d'alerter la population en cas de risque. Il s'agit d'une base de données contenant les numéros de téléphone de tous les habitants. En cas de risque le système peut être activé soit par internet, soit par téléphone via un serveur téléphonique. Il permet de contacter 3511 foyers en cinq minutes et la totalité de la base de données en onze minutes.

Graphique 45 : Connaissance du système d'appel



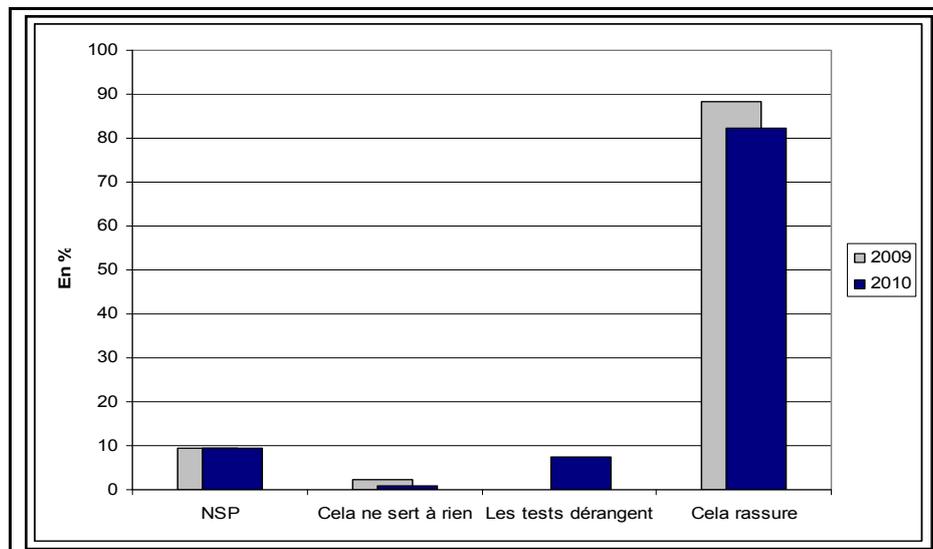
Entre 2009 et aujourd'hui on constate une augmentation des personnes ayant connaissance du système d'appel en masse. 14% de personnes en plus disent connaître ce système. Ce qui représente au total plus de 77% de la population.

Graphique 46 : Connaissance du système d'appel en fonction de la réception du DICRIM



Le DICRIM a ici joué parfaitement son rôle. « L'alerte » est le deuxième « chapitre » du document, ce qui accentue son importance. Les personnes ayant connaissance de l'existence d'un système d'appel en masse sont deux fois plus nombreuses quand le DICRIM a été reçu. De même, les habitants ne connaissant pas ce système ne représentent qu'un dixième des personnes ayant reçu le document contre plus de 55% dans le cas contraire.

Graphique 47 : Avis sur le système d'appel

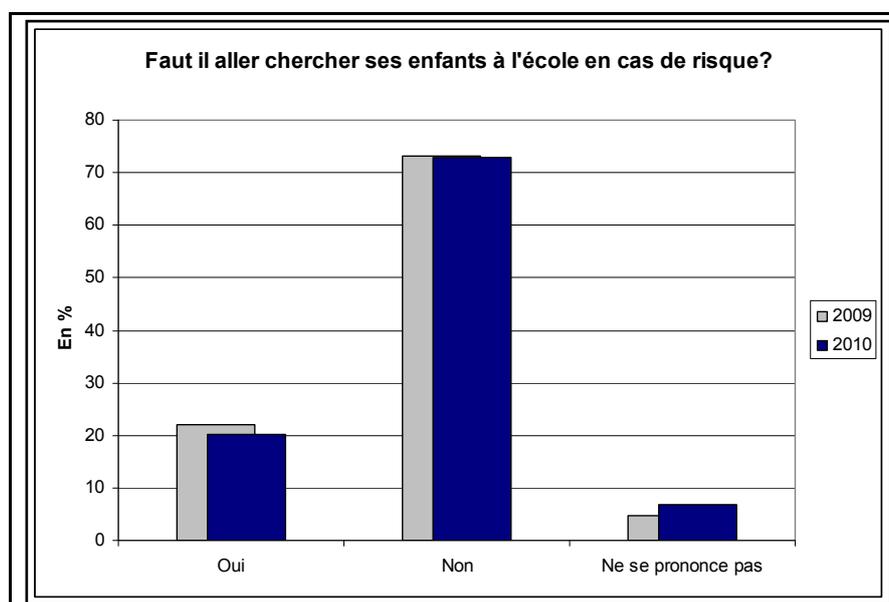
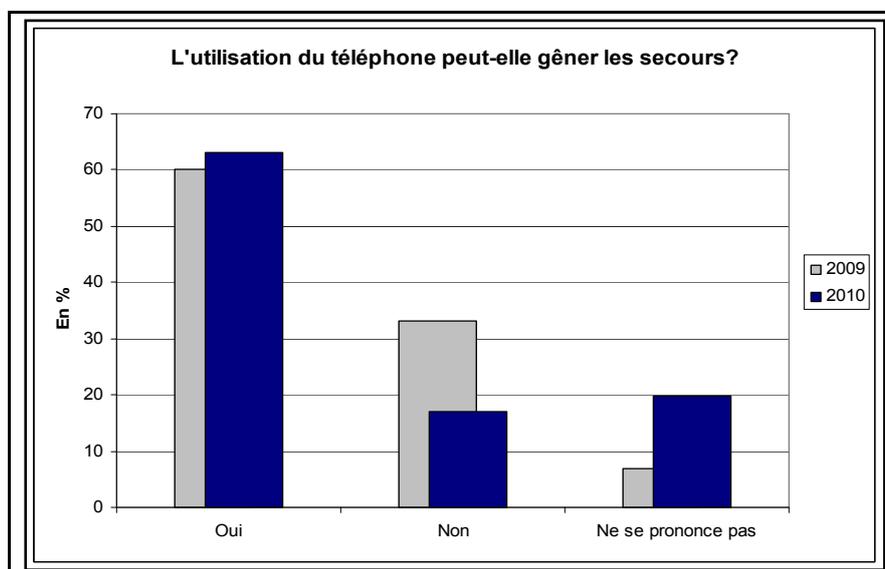


Plus de 82% de la population se dit rassurée par ce système. Toutefois, ce chiffre est en baisse puisque lors de la dernière enquête la part de la population déclarant être rassurée était de plus de 88%. Ceci peut être expliqué par l'apparition de personnes étant dérangées par les tests (7,4%) pourtant réalisés seulement annuellement.

3. Connaissance des consignes de sécurité

Le DICRIM présente pour chaque type de risque les bons réflexes à avoir. Se mettre à l'abri, fermer portes et fenêtres, couper le gaz...et ne pas utiliser le téléphone pour joindre ses proches ce qui pourrait encombrer les réseaux téléphonique et donc gêner les secours ; ainsi que ne pas aller chercher ses enfants à l'école car les enseignants ont connaissance des consignes de sécurité.

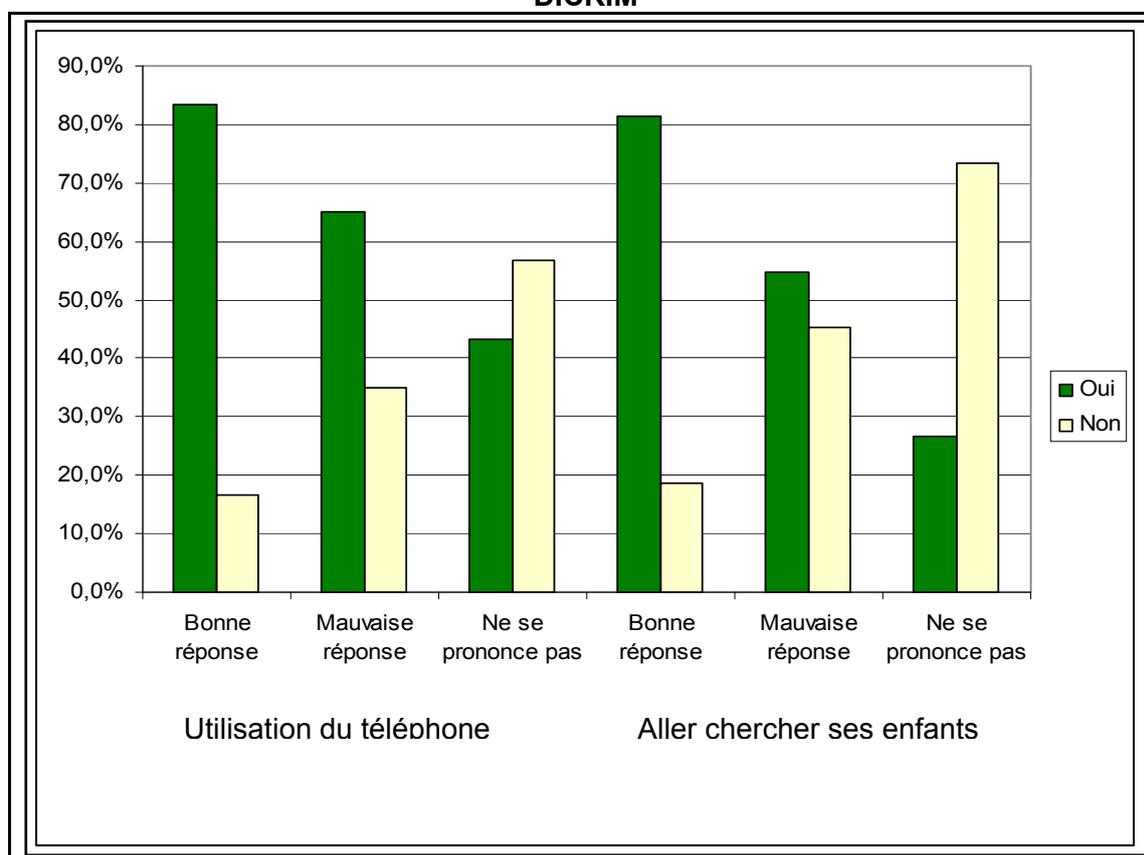
Graphique 48 : Avis sur les réactions en cas de risque



Au premier abord, on observe une légère augmentation des personnes sachant que téléphoner peut gêner les secours et une baisse conséquente des personnes répondant non, ce qui laisse penser que cette consigne de sécurité est mieux maîtrisée. Mais si on regarde de plus près, on voit une forte augmentation des personnes ne se prononçant pas ce qui nuance ce résultat.

Les personnes qui répondent correctement à la 2ème question sont au même nombre que l’an passé. Les personnes pensant qu’il faut aller chercher ses enfants sont moins nombreuses mais l’on remarque ici aussi une augmentation, plus légère des personnes ne se prononçant pas.

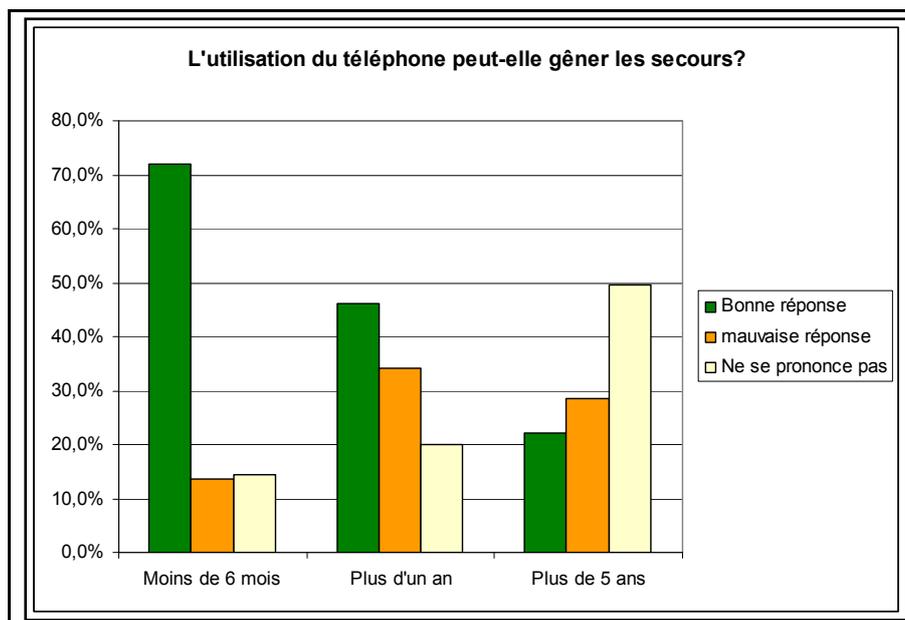
Graphique 49 : Connaissance des consignes de sécurité en fonction du fait d’avoir reçu le DICRIM



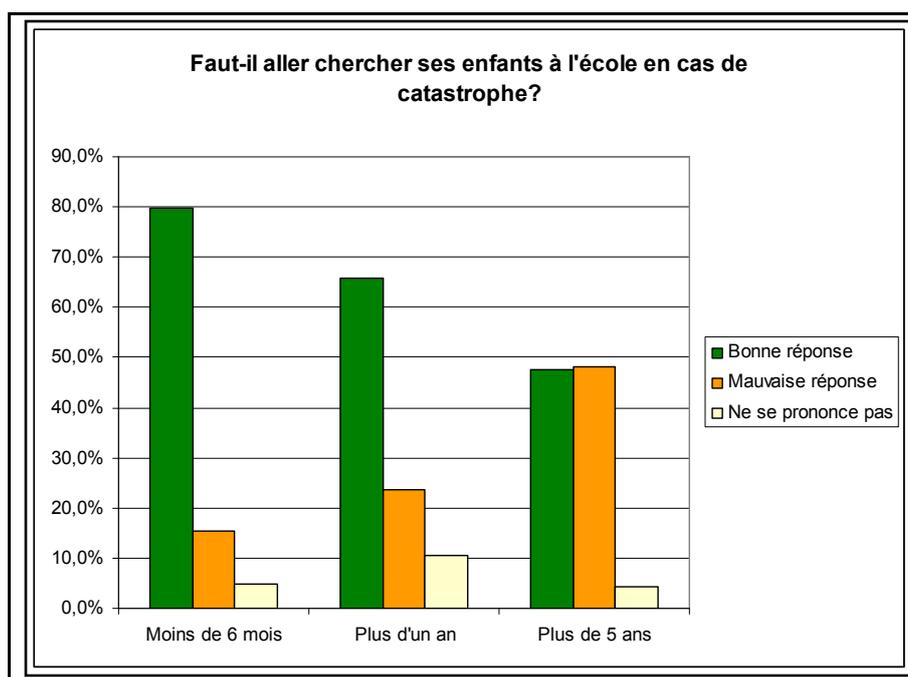
PROBA (KHI2 > 33.49) = 0.000 et PROBA (KHI2 > 34.76) = 0.000

Même si le nombre de personnes répondant correctement aux deux questions sur les consignes de sécurité n'a pas pas fortement augmenté entre les deux enquêtes, on constate malgré tout que le rôle du DICRIM n'est pas négligeable, puisqu'elles celles qui ont répondu correctement ont en majorité reçu le DICRIM.

Le rôle de l'information (Graphique50)



PROBA ($KHI2 > 28.81$) = 0.000



PROBA ($KHI2 > 14.00$) = 0.007

Dans les deux cas on observe que les connaissances s'améliorent quand l'information est récente. En effet la part de bonnes réponses est plus importante quand l'information date de moins de 6 mois que quand elle date de plus de 5 ans et inversement pour la part de mauvaise réponse.

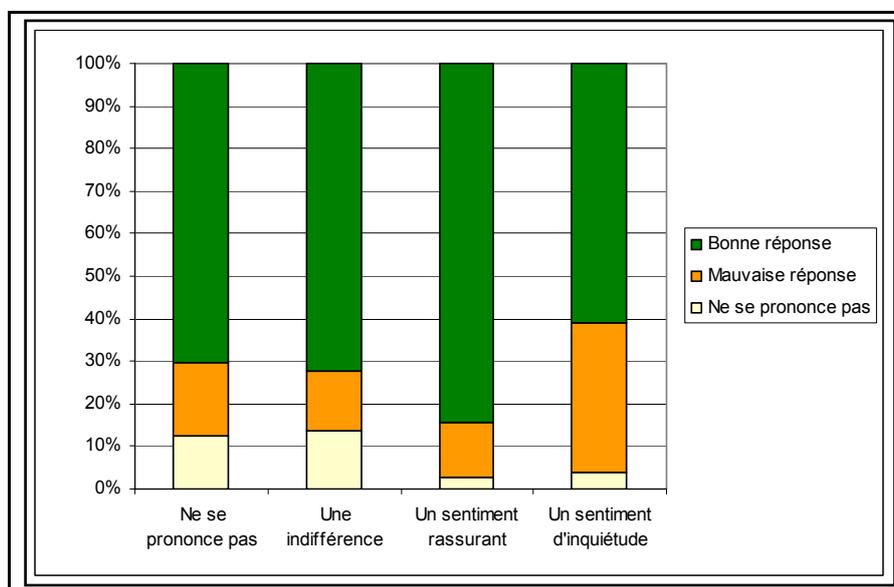
Pour la question du téléphone, 72% des personnes ayant reçu une information il y a moins de 6 mois ont bien répondu, seulement 22% quand l'information date de plus de 5 ans. On observe aussi une hausse des mauvaises réponses selon si l'information est récente ou si elle date de plus d'un an. La légère baisse visible à plus de 5 ans est dû à une forte présence de personnes ne se prononçant pas. Ce qui, en cas de crise, est équivalent à une personne qui a mal répondu. Le pourcentage passe donc à 88% de mauvaises réponses quand l'information date de plus de 5 ans.

En ce qui concerne la consigne de sécurité sur les enfants, le taux de personnes qui ne se prononcent pas est encore une fois beaucoup plus bas. De plus, le taux de bonnes réponses reste plus élevé qu'en ce qui concerne le téléphone quelque soit la date de l'information. Les personnes ayant des enfants se sentent plus concernés comme nous avons déjà pu le voir.

La date d'information influe les connaissances des consignes. Mais le facteur humain joue-t-il un rôle sur ces connaissances ?

Le facteur humain

Graphique 60 : Réponse à la question faut il aller chercher ses enfants suivant les réactions face aux documents



Nous voyons ici que les réactions face aux documents peuvent aussi déterminer le choix de son comportement en cas de risque. En effet, les personnes étant inquiètes devant les documents d'information ont plus tendance à penser devoir aller chercher leurs enfants en cas de risques puisqu'elles sont 2,7 fois plus nombreuses que les personnes éprouvant un sentiment rassurant.

Conclusion

Les données une fois analysées des deux enquêtes nous ont donc permis d'évaluer les connaissances des habitants de Pont de Claix sur les risques qui les entourent avant et après la diffusion du DICRIM. Si celui-ci a été bien accueilli par la population, les changements observés entre les deux enquêtes sur la connaissance et la perception des risques par les habitants ne paraissent pas extrêmement importants au premier abord, sauf dans le cas des risques naturels où certaines évolutions sont plus sensibles. Evolutions qui doivent être relativisées malgré tout car le risque de séisme, qui est probablement le plus prégnant sur la commune et qui concerne le plus de monde est toujours fortement méconnu.

La diffusion du DICRIM au sein de la population n'a pas changé en profondeur les connaissances et l'attitude des habitants vis-à-vis des risques alors qu'il a été lu attentivement par plus de 45% des sondés. Concernant les risques industriels il est probable que cela soit en partie dû à l'ensemble des actions d'information menées par la commune, l'Etat et les industriels depuis plusieurs années qui ont « ancré » les habitants dans certaines connaissances et qui ont probablement conduit aux « bons » résultats de la première enquête.

Les multiples tris croisés effectués pour cette deuxième enquête ont cependant montré que l'impact du DICRIM a été réel malgré des changements qui ne sautent pas aux yeux, notamment pour les personnes qui l'ont lu attentivement. La lecture du DICRIM est souvent facteur de connaissance plus « juste », d'une sensibilité accrue au regard des risques.